

ANNEXE 1 – DESCRIPTION DE L’ACTION



Ordonnateur National du FED en République Démocratique du Congo

ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE POUR LA SAUVEGARDE DES SITES BIOLOGIQUES PRIORITAIRES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom du demandeur chef de file	Virunga Foundation VF
Intitulé de l'action	Projet d'électrification rurale en territoire de LUBERO : Centrale hydroélectrique
Lieu de l'action	Parc National des Virunga / Province du Nord-Kivu République Démocratique Du Congo
Durée de l'action	30 MOIS

Abréviations et sigles

ACE : Agence Congolaise pour l'Environnement

ANAPI : Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement

CDC : Commonwealth Development Corporation

CDMT : Cadre de Dépenses à Moyen Terme

DSCRCP : Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté

EIES : Etude d'Impact Environnemental et social

FEC : Fédération des Entreprises du Congo

FED : Fonds Européen de Développement

GES : Gaz à Effet de Serre

HGBF : Howard Graham Buffett Foundation

ICCN : Institut Congolais pour la Conservation de la Nature

IFS : Instrument For Stability

KW : Kilo Watt

MT/BT : Moyenne Tension / Basse Tension

MW : Mega Watt

OMD : Objectifs du Millénaire de Développement

PAP : Programme d'Action Prioritaire

PPP : Partenariat Public Privé

RDC : République Démocratique du Congo

TCCB : Tayna Conservation College of Biodiversity

VF-UK : Virunga Foundation – United Kingdom

VSARL : Virunga Société à Responsabilité Limitée

2. L'ACTION¹

2.1 Description de l'action

2.1.1. Objectifs

2.1.1.1. Objectif global :

L'objectif global de ce projet est de contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnemental unique de la République démocratique du Congo en augmentant les retombées économiques positives pour les populations environnantes.

Il s'agit en d'autres termes de renforcer la contribution des ressources naturelles renouvelables des aires protégées au développement socio-économique local des populations. Il s'agit aussi de contribuer aux filières d'agriculture durable performantes, à l'augmentation des échanges et des revenus des plus pauvres et à une amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus vulnérables aux changements climatiques.

2.1.1.2. Objectif Spécifique : Construction de la centrale hydroélectrique de Luviro 12,18 MW

Les études de faisabilité et d'impact environnemental et social (en annexe) ont montré qu'il est possible de produire 12,18 MW d'hydroélectricité sur la rivière Luviro, principalement sur le site d'Ivingu, dans le respect des normes environnementales et sociales. Elles ont montré également une importante demande d'énergie de la part du secteur de transformation agricole mais aussi des ménages et des infrastructures sociales dans le territoire de Lubero.

2.1.2. Pertinence de l'action

2.1.2.1. Pertinence de l'action par rapport aux objectifs et aux priorités du programme

Cette action cadre parfaitement avec le « secteur de concentration-Environnement et agriculture durable/protection de la biosphère » du document de programmation indicatif national de 11e FED 2014-2020. Elle s'inscrit pleinement dans le deuxième objectif de ce programme qui consiste à stimuler le développement agricole et socio-économique local et valoriser les services écosystémiques de 5 aires protégées de la RDC, dont le Parc National des Virunga, au profit des populations locales. En effet, les populations riveraines de ces aires protégées vivent dans des conditions d'extrême pauvreté, ce qui les pousse à exercer une forte pression sur les ressources naturelles protégées. Si ces

¹ S'agissant des objectifs et de la pertinence de l'action, le comité d'évaluation se référera aux informations déjà comprises dans la note succincte de présentation.

conditions de pauvreté ne s'améliorent pas, la durabilité de ces aires protégées est fortement compromise.

Dans le cadre du Partenariat Public Privé PPP, l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature ICCN a conclu avec la Virunga Foundation VF, un Contrat de gestion de 25 ans (valable jusqu'en 2040) en vue de la gestion durable des ressources naturelles du parc et du développement de la population riveraine. Virunga SARL qui exécute le présent projet est cité dans ce contrat. En effet, Virunga SARL est une entreprise privée à responsabilité limitée de droit congolais dont la totalité du capital appartient à Virunga Foundation. Elle a pour objet de mettre en œuvre le volet énergie de l'Alliance Virunga par la construction et l'exploitation des centrales hydroélectriques autour du Parc National des Virunga. Le contrat de gestion dispose que 50% des bénéfices de Virunga SARL issus de l'exploitation de l'énergie seront affectés à l'ICCN en vue de financer durablement la conservation des aires protégées ne disposant pas du même potentiel de mobilisation des ressources financières. Le reste (50%) ira aux actions de développement en faveur des populations riveraines du Parc National des Virunga. Ce projet renforce donc la capacité d'auto prise en charge de l'ICCN pour la gestion à long terme des aires protégées sans dépendre des appuis extérieurs notamment de l'Union européenne.

Sur le plan local, cette action s'inscrit dans l'objectif de l'Alliance Virunga, un programme de développement adopté par la Province du Nord-Kivu et qui vise la valorisation des services écosystémiques produits par le Parc National des Virunga notamment via l'hydroélectricité. Il a pour objectif de susciter la paix et la prospérité grâce au développement économique responsable des ressources naturelles en faveur de quatre millions des personnes vivant à moins d'un jour de marche des frontières du parc des Virunga. Sa particularité c'est l'implication de la société civile, du secteur privé et des institutions nationales dans un processus de bonne gouvernance, de développement durable et de réduction de la pauvreté des populations.

Comme pour l'ensemble de la province du Nord-Kivu, le territoire de Lubero, a été sévèrement affecté par les conflits armés répétitifs. Cette situation a occasionné l'absence d'alternatives de promotion d'énergie durable pendant près de deux décennies dans cette zone. Partant, la population de cet immense territoire est restée quasi dépendante du bois de feu comme seule source d'énergie domestique dont l'origine demeure le Parc National des Virunga. Ainsi, la pression anthropique résultant de ce prélèvement de ressources ligneuses, qui s'accompagne de la destruction d'habitats, constitue un grave problème sur la conservation de la biodiversité de ce patrimoine mondial de l'humanité, surtout dans un contexte d'une démographie fort-croissante dans la région. Dans ce sens, réduire la pression sur les ressources de ce site représente un enjeu majeur qui nécessite de proposer dans l'urgence une énergie de substitution aux bois de chauffe en faveur des populations riveraines. La présente proposition s'inscrit dans cette optique.

La production de l'énergie cadre avec la stratégie de l'électrification rurale mise sur pied par le Gouvernement congolais. En effet, après avoir mené des réformes notamment par la libéralisation du secteur de l'électricité, le Gouvernement a poursuivi en mettant en place deux institutions : l'Agence Nationale des Services d'Electricité Rurale ANSER et l'Autorité de Régulation de l'électricité. Cette amélioration du cadre macroéconomique vise à la fois à augmenter la desserte en électricité mais aussi à lutter contre la pauvreté notamment par la création de la valeur ajoutée, la création de l'emploi, la transformation de la production agricole locale. A ce titre, sur le plan national, ce projet répond aux objectifs du Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté DSCR et sur le plan local, au Programme d'Action Prioritaire PAP de la Province du Nord-Kivu.

2.1.2.2. Pertinence par rapport aux besoins et contraintes particuliers du/des pays cibles, de la/des région(s) cible(s) et/ou des secteurs concernés (y compris les synergies avec d'autres initiatives de l'UE et l'absence de double emploi)

La situation avant le projet

La répartition de la population au sein des chefferies de chaque tribu se présente ainsi pour l'année 2015

N°	AGGLOMERATION	POPULATION TERRITOIRE DE LUBERO				
		Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Total
1	Chefferie de BATANGI	79752	93125	515339	54356	278772
2	Chefferie de BAMATE	42692	45922	36925	47178	172717
3	Chefferie de BASWAGHA	128264	152891	130870	141658	553683
4	Chefferie de BAPERRE	22391	15167	17334	17334	72226
5	Cité de LUBERO	14350	16681	16848	19328	67207
6	Cité de KAYNA	12491	14638	16184	16733	60046
7	Cité de KIRUMBA	12933	14346	5101	5834	38214
8	Cité de KANYABAYONGA	11830	13520	8702	9444	43496
TOTAL		324703	366290	283503	311865	1286661

Source : Etat-civil Territoire de Lubero (3ème trimestre) et Zone de Santé de Manguredjipa (Nov 2015).

Le territoire de LUBERO en particulier disposent des potentialités naturelles et humaines importantes : sol fertile, sous-sol riche en divers minerais, un réseau de voies de communication intéressant malgré son état de dégradation, des structures importantes d'appui aux initiatives communautaires et d'encadrement technique, des organisations des communautés de base et d'une population relativement jeune et dynamique, lesquelles, exploitées rationnellement sont capables

d'accroître la production pour réduire l'actuelle pauvreté avilissante, paradoxe aux atouts de la Province.

Le territoire de Lubero comprend quelques entreprises utilisant de l'électricité. Les principaux opérateurs économiques actifs sont :

1. Entreprise TOUT EN EST opérant dans la production de l'eau minérale et les jus des fruits.
2. Entreprise ESCO opérant dans l'Achat de quinquina et du cacao.
3. Entreprise MULEMBERI opérant dans la production et la vente des vins artisanaux.
4. Entreprise KABUYAYA Domi opérant dans le commerce en général.
5. Graineterie de Mulo opérant dans l'Agro-alimentaire.
6. La Pharmakina œuvrant dans le domaine du quinquina.

Il existe des activités artisanales non agricoles comme des ateliers de soudure, des garages, des menuiseries utilisant principalement des générateurs thermiques au gasoil.

2.1.3. Analyse des problèmes et de leur interrelation

En province du Nord-Kivu, la sécurité constitue le principal problème autour duquel gravitent d'autres problèmes comme la pauvreté. L'insécurité empêche de valoriser les ressources foncières et naturelles disponibles ainsi que l'organisation des filières productives. En conséquence, faute d'alternative, la population riveraine exerce une pression sur les ressources naturelles du parc, mettant ainsi en péril sa valeur universelle exceptionnelle.

Le manque d'énergie handicape le secteur de la transformation empêchant ainsi la création de la valeur ajoutée sur certains produits locaux. Ainsi, pour ce qui est des produits périssables, une importante partie de la production est écoulee à vil prix avant qu'elle ne s'abîme. En conséquence, le pouvoir d'achat de la population est faible et la plus grande partie de la population vit des activités de subsistance liées au travail direct de la terre. L'exploitation illicite du bois et du charbon de bois en provenance du parc représente un trafic d'un chiffre d'affaires de plus de \$US 30 millions par an². Il mêle des groupes armés dans toute une filière de contrebande des ressources ligneuses du parc.

En synergie avec d'autres projets notamment le 11FED conservation et le 11FED agriculture, ce projet de construction de la centrale hydroélectrique de Luviro agit sur le cycle de l'énergie ligneuse en provenance du parc. Tous ces investissements agissent sur la filière productive autour de la transformation en permettant de créer de la valeur ajoutée, de distribuer des revenus et donc de lutter contre la pauvreté. Ils contribuent à la stabilisation sécurité en offrant du travail à la population riveraine du parc y compris les membres des groupes armés.

² Balole – Bwami JC, 2008, étude charbon de bois à Goma et à Gisenyi, rapport inédit pour le compte de ACF(UK).

2.1.4. Adéquation avec les plans nationaux et locaux

Le Gouvernement congolais a adopté et révisé le Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté DSCRCP, assorti d'un Programme d'Actions Prioritaires (PAP) pour sa mise en œuvre. Ce PAP concrétise les politiques sectorielles en identifiant les actions/mesures susceptibles d'atteindre les résultats tangibles sur la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté. Ce document, à caractère glissant, est un cadre opérationnel qui comprend les projets, les actions et/ou les réformes regroupés en sous programmes et programmes sectoriels. Il sert de soubassement à la budgétisation pluriannuelle des priorités à travers un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) tant au niveau central que provincial et à l'élaboration des budgets annuels de l'Etat.

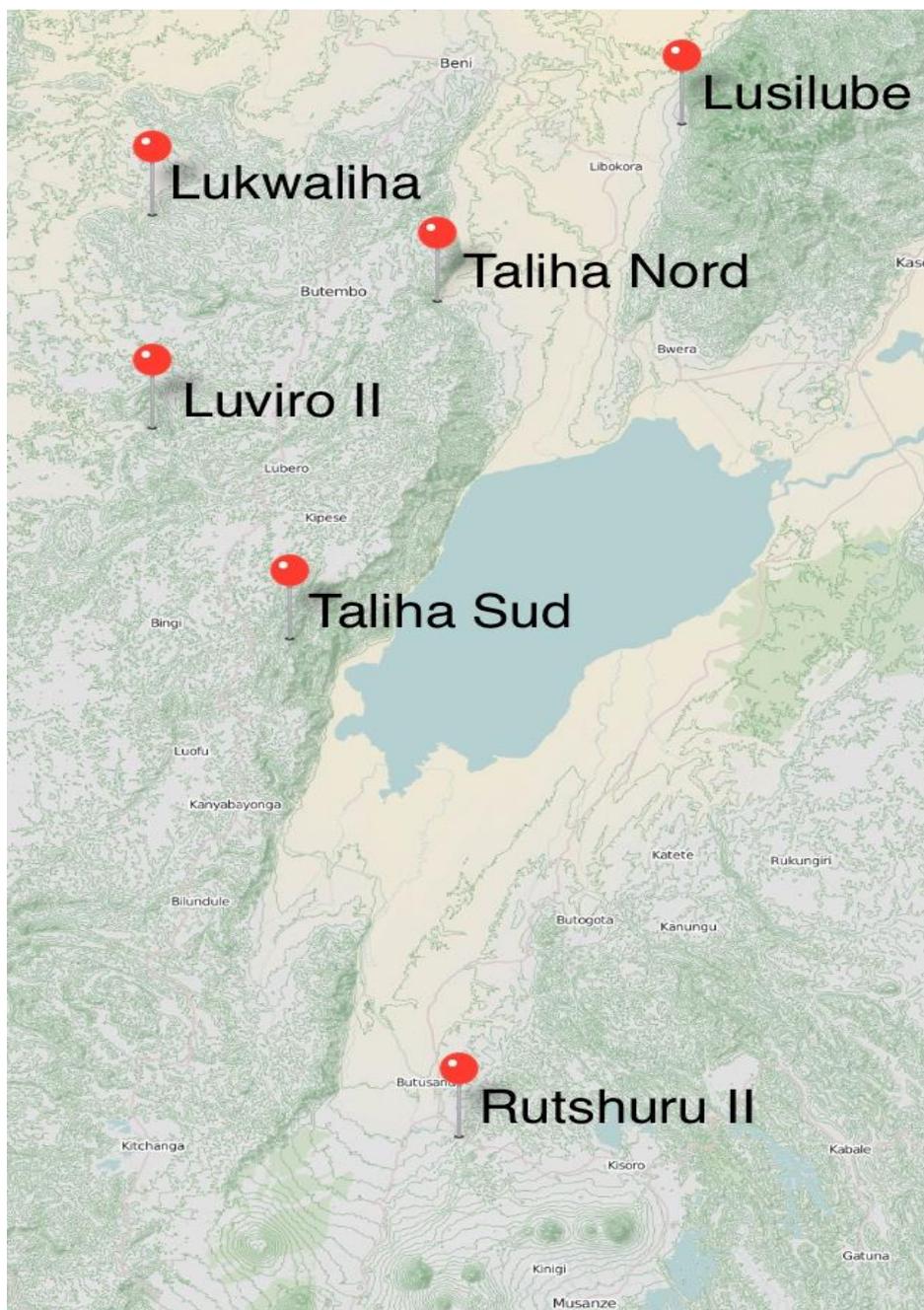
Le DSCRCP vise l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment les plus vulnérables, par une alimentation saine et suffisante, l'accès à l'eau potable, aux services énergétiques de base, aux services et soins de santé de qualité, à l'éducation, à un environnement sain et à un habitat décent. Il intègre la promotion et le respect des droits de l'homme, l'équité de genre et l'atteinte des objectifs du développement durable (ODD). Cette vision se résume en cinq grands transversaux points ci-après : le renforcement de l'autorité de l'Etat, de la défense et de la sécurité du pays (i), le renforcement de la gouvernance économique et administrative du pays (ii), la modernisation des infrastructures (iii), la croissance économique (iv) et l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base (v).

2.1.5. Adéquation avec les projets antérieurs d'électrification

En matière d'énergie, par son programme « Alliance Virunga » le parc a l'ambition de produire 95 MW d'hydroélectricité dans la Province du Nord-Kivu soit en environ 25% de sa demande énergétique. Cette énergie est à produire par 8 centrales autour du parc à savoir Mutwanga (0,4MW en service), Rutshuru I/Matebe (13,6 MW, en service), Talia-Nord (21,73 MW), Luviro (12,18 MW), Talia-Sud (12,5 MW), Lukwalia (9,2 MW), Lusilube (1,5 MW), Rwanguba (24 MW). Il est prévu 2 mini-réseaux : le réseau Graben qui interconnectera les centrales de Mutwanga, Talia-Nord, Luviro, Talia-Sud, Lukwalia, Lusilube, et le réseau Rutshuru pour les centrales de Rutshuru I/Matebe et Rwanguba (Rutshuru II). Une étude d'interconnexion de ces centrales est en cours. Elle est réalisée par Tractebel sur financement de l'Union européenne.

La centrale de Mutwanga a été entièrement financée par les fonds européens sur le 9^{ème} FED (Projet d'électrification rurale de Mutwanga, N° FED/2009/212-193. La centrale de Matebe a été financée par la Fondation Howard Graham avec un important appui technique européen. Le projet de construction de la centrale hydroélectrique de Luviro sera financé respectivement par la subvention de l'Union européenne (58%), la subvention de la Fondation Buffett (29%), le prêt de CDC (12%) ainsi que les fonds propres (1%). Il sera en synergie avec le projet 10 FED de construction du réseau électrique associé. Tous les titres préalables sont déjà réunis à savoir : la concession de production, le certificat d'acceptabilité environnementale, le certificat d'enregistrement foncier et l'arrêté ministériel portant exonération du matériel de construction de la centrale.

Ce projet renforce les acquis des projets successifs (9^{ème} FED, Instrument For Stability, 10^{ème} FED et PPP) qui ont appuyé la relance et la consolidation de la gestion du Parc National des Virunga. En effet, ce projet vise non seulement à contribuer au bien-être des populations riveraines en leur accordant des alternatives vitales viables, mais aussi à assurer le financement durable du Parc National des Virunga ainsi que d'autres parcs bénéficiant de l'appui de l'Union européenne. C'est à juste titre une voie de durabilité qui, à terme, permettra à l'Union européenne de se désengager sans problèmes, tout en laissant des structures viables, après un appui financier de longue durée.



La fiche technique de l'étude de faisabilité (en annexe) de la centrale de Luviro se présente comme suit :

RIVIÈRE	Valeurs Unités
Débit mesuré (hautes eaux)	25,4 m ³ /s
Débit disponible	6 m ³ /s
Hauteur de chute brute	244,1 m
Hauteur de chute nette	235,46 m
CANAL D'AMENÉE	
Longueur	1.520 m
Pente	0,1 %
Hauteur	1,54 m
Largeur base	1,2 m
Largeur au sommet	2,97 m
Vitesse de l'eau à débit nominal	1,87 m/s

BASSIN DE DECANTATION	
Longueur	35 m
Hauteur	3,2 m
Largeur base	9,2 m
Vitesse dans le bassin à débit nominal	0,2 m/s
CONDUITE FORCÉE	
Longueur par conduite	519 m
Débit par conduite	2,86 m ³ /s
Diamètre de conduite	1.051 mm
Epaisseur de conduite	8 mm
Vitesse dans la conduite débit nominal	3,30 m/s
CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE	
Puissance brute installée	13.212 kW
Puissance nette installée	12.18 kW

Dans la phase préparatoire, les études ci-après ont été complétées :

1. Etude de faisabilité technique et financière,
2. Etude d'impact environnementale et social,
3. Etude hydrologique,
4. Etude topographique

Par ailleurs, les titres ci-après ont déjà obtenus auprès des administrations compétentes :

1. Concession de production de la centrale hydroélectrique de Luviro 12,18 MW,
2. Certificat d'acceptation environnementale,
3. Certificat d'enregistrement auprès des titres fonciers,
4. Arrêté d'exonération des droits et taxes en importation des matériels et équipements

2.1.6. Synergies possibles avec d'autres programmes de l'Union européenne

Ce projet est en synergie avec deux autres projets du 11^{ème} FED à savoir le projet relatif à la conservation du parc et le projet relatif à l'agriculture. Tous les trois projets auront une cellule commune de monitoring. Le volet agricole notamment l'appui aux filières, à la création de la valeur ajoutée à la production locale, à la création des entreprises etc., sera mis en œuvre par le projet 11^{ème} FED agriculture. Mais cela nécessite au préalable la disponibilité de l'électricité dans les différents centres de consommation. Le projet du 11^{ème} FED relatif à la conservation du parc fournira la sécurité pour la protection des infrastructures, équipements et personnel du présent projet. Il y aura de la synergie dans l'Information – Education et Communication IEC. Ce projet est aussi en synergie avec le projet 10^{ème} FED financé par la Belgique. Ce dernier appuie le réseau de transport et de distribution de l'électricité produite par la centrale de Lubero dans une zone d'intervention s'étendant notamment sur les cités de Musienene, Lubero, Lukanga, Kimbulu, Kipese, Kitshombiro, Masereka, Kabiru. Ces deux projets pourront s'exécuter de manière concomitante afin de s'assurer que l'énergie est immédiatement consommée aussitôt que la centrale sera mise en service.

Au-delà des projets de conservation de la nature, l'union européenne appuie des projets divers dans la Province du Nord-Kivu. Ces projets sont dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la réhabilitation des infrastructures routières ainsi que dans l'appui d'urgence post conflit. Le présent projet d'électrification est un projet structurant qui impacte positivement sur tous les autres projets non seulement en leur créant un environnement socioéconomique favorable mais aussi en leur offrant des options d'économie des coûts de mise en œuvre notamment par la réduction des dépenses liées à l'énergie produite par les générateurs utilisant le combustible fossile. Il permet de faire fonctionner des équipements qui autrement n'auraient pas été envisageables dans les écoles, les hôpitaux, les bureaux de l'administration publique etc. De même, ces autres projets appuyés par l'Union européenne paient directement l'énergie et distribuent également des revenus qui permettront de payer l'énergie. Ce qui est un appui important pour la viabilité et la durabilité du présent projet.

2.1.6.1. Liste des groupes cibles et estimation du nombre attendu de bénéficiaires directs et indirects

Ce projet profite à la population de la Province du Nord-Kivu et particulièrement celle vivant dans le territoire de Lubero. Il répond de manière directe aux besoins en énergie électrique pour plus de 21.083 ménages du territoire de Lubero qui dépendent majoritairement de l'usage de bois de feu comme source d'énergie. L'énergie électrique produite dans le cadre de cette action bénéficie aussi à plusieurs structures sociales locales dont des centres médicaux (9) des institutions d'enseignement supérieur en l'occurrence l'Université de Lukanga ainsi que nombreuses institutions d'enseignement secondaires réparties sur l'ensemble du territoire.

En outre, cette action offre une opportunité aux opérateurs économiques du secteur privé en quête de l'énergie électrique pour le développement des activités de minoterie, menuiserie et de transformations des produits agricoles. L'étude de faisabilité a recensé environ 400 commerces/ateliers dans la zone. Comme cela s'est vérifié ailleurs notamment en territoire de Rutshuru où la mise en route de la centrale de Matebe a induit la création de nombreuses unités de transformation des produits agricoles, il y a de fortes chances que la présence de l'énergie électrique en territoire de Lubero suscite la création d'une gamme variée d'unités de production.

La population de la Province du Nord-Kivu est dynamique et courageuse. Ce projet va contribuer à un programme qui va impacter sur 4 millions de personnes vivant autour du parc en territoires de LUBERO, BENI, MASISI, RUTSHURU et NYIRAGONGO, qui bénéficieront du projet à travers des infrastructures sociales seront construites grâce aux recettes générées par la vente de l'énergie électrique de la centrale. (Conformément au contrat de gestion entre l'ICCN et Virunga Foundation, 50% des bénéfices de Virunga SARL seront affectés à la conservation et 50% seront affectés aux actions communautaires de développement aux alentours du Parc National des Virunga). Le dernier

groupe cible est le personnel de l'ICCN et ses partenaires travaillant dans le secteur nord et centre du parc. L'électricité leur facilitera le travail administratif et de recherche scientifique, et donc un atout pour renforcer la conservation du Parc.

2.1.6.2. Raisons motivant le choix des groupes cibles et la pertinence de l'action par rapport à eux

Cette action à vocation de la restauration de la paix, de la stabilité et du développement durable ne peut se réaliser que si toutes les parties prenantes y sont impliquées. Les populations riveraines du parc vivant en grande partie des ressources issues de ce parc vont se voir trouver des emplois, les secteurs privé et public développeront la petite industrie qui valorisera la production agricole du territoire de Lubero et donc l'amélioration du niveau de vie.

Le parc bénéficie d'une crédibilité des partenaires extérieurs et des bailleurs des fonds, grâce au statut du Site de Patrimoine Mondial du Parc National des Virunga. Le parc dispose déjà de plusieurs projets opérationnels dont les retombées sont visibles dans les secteurs de l'éducation, des infrastructures et de l'énergie ainsi que de la relance du tourisme.

Par ailleurs, l'expérience avec les deux centrales de Mutwanga et Rutshuru montre une grande demande d'électricité pour des initiatives d'industries de transformation agricole autour du parc en vue de donner de la valeur ajoutée à la production agricole. Plusieurs projets se manifestent notamment la savonnerie, la minoterie, la fabrique des jus des fruits, des limonades, de l'eau minérale etc. en plus des entreprises artisanales de scierie - menuiserie, de garage, de soudure, de moulins, de salon de coiffure, etc. En fait, 1 MW d'électricité crée 800 à 1000 emplois directs et indirects à travers ce tissu d'industrie.

Mais il est important de travailler sur l'aménagement du territoire afin de canaliser ces efforts de développement économique. En effet, ces investissements vont créer de la croissance économique autour du parc, ce qui, si ce n'est pas correctement encadré, peut avoir des effets pervers en termes de croissance démographique (migration vers le pôle), d'occupation foncière, de pressions sur les ressources etc. A la longue, tout cela peut avoir un impact négatif sur les ressources du parc. C'est pourquoi, il est important d'anticiper la gestion du terroir par un schéma d'aménagement du territoire accompagné par des mesures adéquates de bonne gouvernance administrative, économique et fiscale.

2.1.7. Description de l'action et de son efficacité

OS1/R1/A1 : Construction/Réhabilitation des routes de désenclavement du territoire et d'accès au site de la centrale

Le site se trouve à 56 km à l'ouest de la cité de Lubero. Il est relié par une piste en terre longue de 47 km jusqu'au village de Kighali. Cette piste nécessite des travaux d'agrandissement et de correction en vue de recevoir de gros camions. Par ailleurs, il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle piste d'environ 9 km reliant Kighali au village Ivingu, lieu de construction de la centrale. En fin, des routes seront tracées afin de faciliter l'acheminement des matériaux de construction à l'intérieur même du site. Il existe une ancienne route coloniale allant de Kimbulu jusqu'au site soit 50 km. Cette route abandonnée depuis l'indépendance est totalement dégradée. Sa réhabilitation permet d'approvisionner aisément le site à partir de Butembo. Il sera aussi utile de construire une piste d'atterrissage à Ivingu afin de faciliter l'intervention rapide sur le chantier. Une prospection a été faite pour identifier un endroit propice le plus proche du site de la centrale. Mais dans un premier temps, un contrat est signé avec l'Eglise Adventiste et Monsieur Kamate Viso, propriétaire de la piste d'atterrissage de Lubero longue de 1500 m en vue de pouvoir l'exploiter par le projet. Cette piste nécessitera des travaux d'aménagement et de maintenance.

Ainsi, les travaux des voies d'accès se présentent comme suit :

- Réhabilitation de la route Lubero – Kighali : 47 km
- Réhabilitation de la route Kimbulu – Ivingu : 50km
- Construction de la route Kighali – Ivingu : 9 km
- Aménagement de la piste d'atterrissage à Ivingu : 800 m.

La réhabilitation/construction de ces infrastructures se fait conformément au Plan de Gestion Environnemental et Social accepté par le Gouvernement Congolais après l'Etude d'impact Environnemental et Social.

OS1/R1/A2 : Construction proprement-dite de la centrale

Les travaux se font en phases successives à savoir :

1. Installation du chantier sur le site d'Ivingu

Deux campements seront construits sur site en vue d'abriter le personnel lors du chantier de construction. Un campement pour les cadres sera installé près de la prise d'eau et le campement pour les ouvriers sera installé près du bassin de mise en charge. Ce campement comprendra également les ateliers et le garage ainsi que les entrepôts divers et les infrastructures de communication. La construction sera faite en matériaux locaux : planches, briques cuites, tôles ondulées. Il sera ensuite utilisé comme la base-vie du personnel lors de la phase d'exploitation. Pareillement, les bureaux seront construits pour la gestion de la centrale. Ce campement respecte les normes internationales en matière de logement des travailleurs sur les chantiers.



Vue du campement des cadres en construction



Vues du campement des ouvriers en construction

2. Construction des ouvrages de génie civil

Conformément à l'étude de faisabilité, les ouvrages de génie civil comprennent les ouvrages ci-après :

- Les ouvrages de prise d'eau,
- Le canal d'aménée,
- Le bassin de mise en charge,
- La conduite forcée,
- La construction du bâtiment de l'usine et des bâtiments connexes,

3. Montage des équipements de génie électromécanique

Les travaux de génie électromécanique concerneront les équipements ci-après :

- Le montage de 2 groupes turbo alternateurs,
- Le montage de deux transformateurs de départ,
- L'installation des équipements de contrôle de la centrale,

Des essais de mise en service seront effectués et tous ces travaux seront accompagnés des manuels de procédure d'entretien et de maintenance.

Ceci nécessitera entre autre comme ressources :

Ressources humaines

- 6 ingénieurs expatriés (deux ingénieurs civils, un ingénieur mécanicien pour le garage, un ingénieur électromécanicien, un ingénieur électricien, un ingénieur des systèmes).
- 22 ingénieurs congolais dont 7 seniors et 15 juniors-Chefs d'équipes (civils, électriciens, électroniciens, mécaniciens, hydrauliciens, géomètre-topographe, etc.)
- 70 techniciens nationaux (maçons, menuisiers, plombiers, ferrailleurs, mécaniciens, soudeurs, peintres, électriciens, machinistes, conducteurs de poids lourds, chauffeurs, etc.)
- 10 cadres seniors : comptables, ressources humaines, santé et sécurité, environnementaliste, médecin, juriste, relation avec la communauté, logisticien, contrôle interne
- 20 agents administratifs : magasiniers, logisticiens, caissiers, infirmier, personnel.
- 300 000 HJ de Main d'œuvre occasionnelle
- Personnel de sécurisation du chantier

Ressources matérielles

- 2 groupes turbo-alternateur (Pelton) et tous les accessoires associés
- Matériaux de construction : ciment, fer à béton, bois etc.
- Carburant, lubrifiant et pièces détachées de machines et équipement,
- Ration du personnel sur le chantier

Ce matériel est acquis hors taxe. Le projet a obtenu l'arrêté ministériel n°CAB/MIN/FINANCES/FIS/CNB/2016/8927 du 24 novembre 2016 (annexe) portant exonération du

matériel de construction de la centrale hydroélectrique de Luviro 12,18 MW. Les camions et certain matériel d'origine non européenne sont acquis sur le financement d'un autre bailleur mais leur fonctionnement est budgétisé dans ce projet. Sous réserve d'obtenir une dérogation à la règle d'origine conformément aux procédures de l'Union européenne, le projet fera recours à d'autre matériel non européen (d'origine chinoise) respectant les standards de qualité mais pour lequel le rapport prix peut aller du simple au triple.

OS1/R1/A3 : Recruter la main d'œuvre locale et assurer l'amélioration de ses conditions de vie

1. Mise en place de l'équipe de construction de la centrale

Le personnel de gestion sera mis sous la direction d'un ingénieur Site Manager. Ce personnel comprendra plusieurs équipes de génie civil, de mécaniciens, de garagistes, de soudeurs, de ferrailleurs, de menuisiers, de maçons, d'électriciens, de chauffeurs et conducteurs des machines et camions lourds, ainsi que des équipes d'administration-finance et logistique. Le recrutement de ce personnel respectera les normes de compétition et de transparence requises afin de donner une chance équitable à tout le monde.

2. Le recrutement et la gestion de la main d'œuvre locale

Le recrutement du personnel sera une politique transversale appliquée durant et après le projet. Comme c'était le cas durant la construction de la centrale de Matebe, un contrat de gestion de la main d'œuvre est conclu avec le chef de l'Administration locale. Aux termes de ce contrat, celle-ci fournit et gère la main d'œuvre locale. Elle est rétribuée par un pourcentage de la main d'œuvre recrutée. Ceci permet non seulement d'éviter des frictions entre la communauté locale et la main d'œuvre migrante d'une part, mais aussi d'appuyer concrètement l'administration en lui fournissant des moyens financiers conséquents pour le fonctionnement. De même, lors de la phase de construction, la priorité est accordée aux achats locaux, ce qui donne des marchés à la population locale. Ceci est valable tant pour l'opérateur qui met en œuvre le projet que pour les sous-traitants. Le projet pourra utiliser jusqu'à 1500 travailleurs occasionnels par jour. Toutes ces personnes seront nourries sur le site afin de maximiser le rendement de travail. Par ailleurs, au regard de l'éloignement du site des endroits habités et pour éviter que le personnel fasse de longues marches et arrive déjà fatigués, le projet compte maximiser le rendement en logeant la main d'œuvre occasionnelle. Celle-ci sera recrutée avec un système rotatif tous les 22 jours.

Mise en œuvre des procédures de gestion

Virunga SARL dispose déjà des procédures internes de gestion. Pour plus de conformité, ces procédures seront arrimées aux procédures de l'Union européenne, bailleur des fonds. Ainsi, les procédures d'appels d'offre pour les marchés de fournitures, des travaux et des services seront scrupuleusement respectées.

OS1/R1/A4 Mise en place de l'équipe et les procédures de gestion durable de l'électricité produite par la centrale de Lubero

1. Mise sur pied d'un service d'administration du projet

Avant la fin de la construction de la centrale, une structure de gestion sera mise sur pied et s'inspirera de l'expérience de la centrale de Matebe. Elle comprendra le Directeur de la centrale ainsi qu'un service de maintenance. Elle fonctionnera conformément au manuel de procédure qui sera élaboré durant la construction de la centrale et qui sera périodiquement mis à jour.

Une structure analogue sera mise sur pied pour gérer le réseau de transport de l'électricité. Cette structure sera équipée en conséquence pour intervenir efficacement partout où cela sera nécessaire. Elle travaillera étroitement avec l'équipe technique, Gestionnaire du réseau de distribution.

Toutes ces structures figureront au sein de l'organigramme de Virunga SARL.

2. Mise en place de l'opérateur pour la commercialisation de l'électricité

Virunga SARL a lancé un appel d'offre international en vue de trouver un opérateur pour la commercialisation de l'électricité sur l'ensemble des centrales qu'elle construit autour du Parc National des Virunga. Cet opérateur sera un sous-traitant opérant sous la concession de distribution que Virunga SARL négociera avec l'autorité compétente. Son rôle sera essentiellement la vente de l'électricité ainsi que le conseil au Gestionnaire du réseau, une responsabilité que Virunga SARL continuera à exercer. L'opérateur achètera l'énergie en Moyenne Tension à Virunga SARL en vue de la vendre aux clients finaux en Moyenne Tension ou Basse Tension. Pour ce faire, il aura la charge d'installer les compteurs à prépaiement « cash power » et de recouvrer financièrement toute l'énergie vendue. Il appliquera les prix convenus dans le cahier de charge de la distribution tels que révisés par l'autorité compétente. Il recrutera le personnel et il s'équippera selon ses besoins.

3. Activités transversales aux activités principales

Une équipe d'Information-Education-Communication sera constituée pour sensibiliser en permanence la population sur l'électricité dans la zone de la centrale. Cette équipe abordera des thèmes divers en rapport avec l'utilisation de l'électricité mais aussi la relation entre la construction des centrales et la conservation du parc. Cette équipe travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du PNVi ainsi que l'équipe commerciale en vue de développer une stratégie cohérente de communication utile en termes de relations publiques mais aussi de marketing commercial.

Une information permanente et formation sera organisée en faveur des 3 piliers de l'Alliance Virunga à savoir la société civile, les opérateurs économiques et l'Administration publique. Avec les deux premiers, il s'agira de développer la thématique qui permet de saisir les opportunités de création des entreprises valorisant l'électricité produite. Un diagnostic sera fait pour identifier les goulets d'étranglement de l'entreprenariat local. Des solutions spécifiques seront envisagées pour mettre en relation les bons projets avec les mécanismes financiers existants ou à créer. Le modèle du Business Center de Matebe couvrira aussi le territoire de Lubero avec des montages novateurs permettant une accélération de la création des entreprises.

La stratégie de l'Alliance Virunga est de promouvoir des jeunes professionnels afin qu'ils prennent en main l'activité économique. C'est dans ce cadre qu'un Business Center est construit à Matebe comme centre d'incubation où de jeunes professionnels congolais apprendront à créer et à gérer des entreprises valorisant l'énergie produite par les centrales hydroélectriques. Ces professionnels apprendront à nouer des joints ventures avec d'autres entrepreneurs étrangers. Des mécanismes spécifiques seront mis sur pied en vue d'appuyer financièrement le lancement des bons projets issus de ce centre d'incubation.

Des formations ponctuelles seront organisées en faveur de la société civile mais aussi des opérateurs économiques en vue d'offrir à la population locale des capacités de profiter des opportunités qu'offre le programme d'électrification. L'électricité n'ayant pas encore été utilisée dans le milieu, beaucoup de questions sont donc ouvertes. Cette information – formation aidera à faire accepter le projet par les parties prenantes.

Dans le cadre de l'Alliance Virunga, les communautés riveraines seront sensibilisées et informées sur le programme énergie et ses avantages. L'équipe chargée des relations publiques et d'information organisera une campagne d'information dans les principaux groupements riverains du parc dans le territoire de Lubero. L'équipe mettra un accent particulier sur la nécessité de conserver le parc afin de pouvoir bénéficier des services écosystémiques. Une campagne sera aussi organisée sur les médias, dans les églises et dans les écoles.

Un quota d'énergie subventionnée par Virunga Foundation sera fourni aux services sociaux de base notamment les écoles, les centres de santé et centres hospitaliers ainsi qu'aux bureaux de l'administration publique. Pour ce faire, une évaluation préalable du bilan énergétique du demandeur sera faite. Comme cela est déjà d'usage à Mutwanga et Rutshuru, si la structure sociale dépasse le quota lui alloué, elle paie la facture additionnelle. Ceci vise à améliorer le niveau de ces services en faveur de la population tout en incitant les gestionnaires à une bonne gestion de l'énergie.

2.2. Méthodologie (max. 5 pages)

2.2.1. Méthode de mise en œuvre

La mise en œuvre de ce projet consistera en une étroite collaboration entre VF-UK et le Ministère de tutelle, celui ayant l'énergie dans ses attributions d'une part et avec la population riveraine et la direction général de l'ICCN d'autre part. Aussi en vue de renforcer l'efficacité, VF-UK s'entourera d'une expertise qui dirige des services clés sur lesquels va s'appuyer ce projet. Il s'agit des services de planification, les services techniques composés des ingénieurs, l'équipe des topographes, le service des finances et administration, des infrastructures et de la logistique. La pleine collaboration entre les différents chefs de service est capitale en vue de mettre en œuvre les différentes mesures (normes et procédures).

2.2.2. Les raisons du choix de cette méthodologie

Le choix de cette méthodologie est issu de l'expérience dans la mise en œuvre de deux centrales dont l'une déjà terminée et fonctionnelle à Mutwanga et l'autre en érection à Matebe (Rutshuru). VF-UK travaille donc avec ses propres équipes parce qu'il dispose d'un personnel qualifié déjà recruté et des autorisations légales de construction des centrales hydroélectriques autour du parc.

2.2.3. Principaux moyens de mises en œuvre

La mise en œuvre de ce projet va nécessiter du matériel roulant, du matériel de bureautique et informatique, des équipements en machines et générateurs, des équipements de garage et des pièces détachées etc. VF-UK dispose actuellement des machines, des ressources humaines qualifiées et expérimentées, d'un avion et de procédures de gestion.

2.2.4. Procédures d'évaluation interne

Au sein de VF-UK pour l'évaluation interne il y a :

- Présence des contrôleurs internes ;
- Contrôle de qualité par des ingénieurs expérimentés sur le chantier ;
- Présence de spécialiste en Suivi environnement, et social ;
- Existence d'un contrat de gestion de la main d'œuvre avec la collectivité,

Un service de Monitoring & Evaluation sera mis sur pied pour travailler en étroite collaboration avec la cellule de Monitoring & Evaluation attachée au Comité de Pilotage du programme 11ème FED

pour son volet Agriculture et Développement Durable. Ce Service est chargé de collecter les données sur les activités et les résultats atteints, traiter les données reçues et interagir avec les services concernés pour une gestion adaptative. En plus du suivi de l'évolution des indicateurs de résultats, le service collecte aussi des données relatives aux effets et à l'impact de l'action.

2.2.4. Equipe proposée pour la mise en œuvre de l'action :

VF-UK dispose de différentes équipes expérimentées dans les activités de mise en œuvre des projets des centrales hydro-électriques, il s'agit :

- Une équipe des ingénieurs en génie civile,
- Une équipe d'ingénieurs électromécaniciens,
- Une équipe de construction des lignes et réseaux de distribution,
- Une équipe de topographes et géomètres,
- Une équipe d'administration et finance et,
- Une équipe de commercialisation de l'énergie électrique.

2.3. Plan d'action indicatif pour la mise en œuvre de l'action (max. 4 pages)

Année 1 du projet													
Activité	Semestre 1						Semestre 2						Organisme responsable de la mise en œuvre
	Mois 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
OS1/RI/A1 : Construction/Réhabilitation des routes d'accès au site de la centrale													Demandeur
OS1/RI/A2 : Construction Proprement-dite de la centrale hydroélectrique de Lubero 12,18 MW													Demandeur
OS1/RI/A3 : Recruter la main d'œuvre locale et assurer l'amélioration de ses conditions de vie													Demandeur
OS2/RI/A4 : Mise en place de l'équipe et les procédures de gestion durable de l'électricité produite par la centrale de Lubero													Demandeur

Pour l'ensemble des années suivantes

Activité	Semestre 3	Semestre 4	Semestre 5	Semestre 6	Organisme responsable de la mise en œuvre
OS1/RI/A1 : Construction/Réhabilitation des routes d'accès au site de la centrale					Demandeur
OS1/RI/A2 : Construction proprement-dite de la centrale hydroélectrique de Lubero 12,18 MW					Demandeur
OS1/RI/A3 : Recruter la main d'œuvre locale et assurer l'amélioration de ses conditions de vie					Demandeur
OS2/RI/A4 : Mise en place de l'équipe et les procédures de gestion durable de l'électricité produite par la centrale de Lubero					Demandeur

2.4. Durabilité de l'action (max. 3 pages)

2.4.1. Analyse détaillée des risques

Etant donné le contexte dans la zone d'intervention, certains risques peuvent être répertoriés :

- ✓ Les risques sécuritaires : présence des bandes armées dans la zone. Le Nord-Kivu est une province qui a été gravement affectée par les conflits armés et où subsiste une présence résiduelle des groupes armés principalement dans le parc. Malgré leur présence et les actes d'insécurité qu'ils posent (vols, viols, banditisme sur les routes), Virunga Foundation a su développer des projets en mitigant les risques par une bonne analyse et des actions préventives appropriées, notamment en utilisant les gardes parc armés pour protéger les infrastructures, les équipements et le personnel. Par des accords de gestion de main d'œuvre passés avec les administrations territoriales, les projets utilisent la main d'œuvre locale parmi laquelle se trouvent d'anciens miliciens, ce qui contribue à la stabilisation sécuritaire de la zone d'intervention. Bref, la présence des groupes armés ne constitue pas un handicap au développement de ce projet.

- ✓ Le risque politique et institutionnel est celui lié à la fin du mandat présidentiel qui arrive à échéance à la fin de l'année 2016. Des troubles politiques peuvent être envisagés mais leur impact sur le projet peut être limité. L'expérience en République Démocratique du Congo montre qu'en dépit des conflits armés, les infrastructures essentielles n'ont pas été affectées, elles ont continué à fonctionner normalement. Le risque institutionnel est corollaire à ce risque politique sont des changements brutaux qui peuvent affecter les institutions publiques faisant manquer au projet des

partenaires clés pour sa mise en œuvre. Néanmoins l'expérience des programmes passés montre la capacité de travailler et de montrer des résultats même dans des situations très délicates et difficiles. Les activités de l'Alliance Virunga constituent donc une résilience des populations face aux chocs connus suite à l'instabilité politique. La stratégie sera de travailler avec les institutions de base qui elles demeurent en place en dépit des conflits.

- ✓ Le risque économique et financier : le financement des activités se fait en Euros tandis que l'utilisation est en Dollars et en francs congolais. Des problèmes de change et d'inflation peuvent survenir et handicaper la mise en œuvre de ce projet. Ces problèmes sont liés à la conjoncture économique mondiale et à la stabilité monétaire dans le pays. A cela s'ajoute les contraintes liées à l'importation des équipements, au mauvais état des routes qui impose des surcoûts financiers et temporels et à l'absence des banques dans la zone du projet, ce qui oblige la manipulation des espèces. Pour réduire ces risques, le projet a obtenu un arrêté interministériel d'exonération des taxes à l'importation, un avantage lié au code des investissements. Le projet a négocié avec la Trust Merchant Bank, la possibilité des paiements électroniques via des comptes mobiles. Ce qui permettra de réduire considérablement la manipulation des espèces et les risques y associés.
- ✓ L'étroitesse du marché d'électricité constitue un risque spécifique. Le pouvoir d'achat dans la zone du projet est très faible. La population vient d'une longue période de guerre qui a détruit leurs moyens de subsistance économique. La stratégie sera d'encourager d'abord le développement des unités de productions artisanales et industrielles dans la zone afin qu'elles payent des revenus qui vont renforcer le pouvoir d'achat et permettre l'accès à l'électricité aux ménages. C'est dans ce cadre que le projet travaille étroitement avec la Fédération des entreprises du Congo (FEC), une structure très dynamique qui prévoit déjà la mise en œuvre des industries villageoises de différentes tailles.

2.4.2. Les conditions préalables et les hypothèses

Les opérations militaires en vue de stabiliser la situation sécuritaire dans la province constituent une condition préalable mais elles ne sont pas un obstacle aux activités de construction et de distribution de l'énergie électrique à Lubero. L'adhésion de la population est acquise. Le lobbying avec les autorités et notables locaux sera nécessaire en vue de l'appropriation du projet.

Par-dessus tout, la stabilité politique en RDC plus particulièrement à l'Est avant et après le processus électoral est une condition pour la réussite de ce projet. En effet, des troubles électoraux peuvent éclater mais l'adhésion populaire dont le projet bénéficie constituera son gage de protection. De même, bien que la sécurité sur le chantier et les routes d'approvisionnement constituent une condition critique, il est possible de renforcer cette sécurité par le peloton des gardes et des policiers comme

c'est déjà le cas sur le chantier de Matebe. La praticabilité des routes d'approvisionnement aura pour effet de retarder et d'allonger l'échéance de réalisation du projet et l'inflation aura pour effet d'augmenter les coûts du projet. Face à cela, il sera nécessaire de concentrer les importations durant la période de saison sèche et d'effectuer le plus possible les paiements essentiels en devise.

2.4.3. La durabilité de l'action

- *Durabilité financière*

Sur le plan financier, le contrat de gestion Virunga Foundation et l'ICCN prévoit une clé de répartition des profits qui garantit la durabilité de ce projet. Par ailleurs, pour limiter le risque de comportement discrétionnaire, un prêt auprès des institutions financières internationales comme la banque CDC est envisagé.

- *Au niveau institutionnel*

Au niveau institutionnel Virunga Foundation, propriétaire de Virunga SARL dispose :

- ✓ Des concessions de la production et des titres fonciers qui lui garantissent ses droits ;
- ✓ D'une équipe technique, des équipements et une expérience éprouvée lui permettant de réaliser des ouvrages de haute facture en un temps record.
- ✓ De très bonnes relations avec l'autorité de tutelle ; le ministère de l'énergie, l'administration locale et la population.
- ✓ La capacité de protéger les infrastructures, les équipements et le personnel par des gardes parc armés, ce qui limite le risque sécuritaire pouvant affecter le projet.
- ✓ Les recettes et les investissements réalisés dans le cadre de ce programme seront gérés selon les conditions du contrat de gestion entre et l'ICCN et Virunga Foundation, voir Annexe 3.

2.5. Cadre logique

Voir en page 55 : Matrice-cadre logique du projet.

2.6. Budget, montant demandé à l'administration contractante et autres sources de financement attendues

Voir Annexe 3 du contrat : Budget du projet

L'étude de faisabilité technique, économique et financière avait été faite en 2014. Elle a été actualisée en 2016. Les écarts avec le budget de l'étude et le budget actuel se justifient d'une part par l'inflation et d'autre part par les corrections apportées à l'étude de faisabilité en vue de l'opérationnalité du chantier. Par ailleurs, il n'avait pas été pris en compte l'équipement (machines, camions, concasseur, etc.) que les conditions d'isolement du chantier exigent d'acquérir afin de mener à bien ce projet.

Le projet sera financé par la subvention de l'Union européenne à concurrence de 58%. La Fondation Howard Buffett accorde une subvention équivalant à 29% et la Banque Britannique CDC finance par un prêt remboursable à concurrence de 12%. Les Fonds Propres représentent un financement de 1%. Le tableau de l'échéancier du remboursement à CDC à 6% de taux d'intérêt se présente comme suit :

Echéancier remboursement Lubéro		
Bailleur		CDC
N°	année	2 500 000
		Principal+intérêt
1	2017	105 227
2	2018	170 298
3	2019	143 042
4	2020	286 085
5	2021	286 085
6	2022	500 649
7	2023	500 649
8	2024	500 649
9	2025	500 649
		2 993 333
CDC : intérêts taux 6%		

Le tableau détaillé du budget est présenté en annexe de cette proposition.

ANNEXE 1 – DESCRIPTION DE L’ACTION

Expérience du demandeur chef de file

Nom du demandeur: VIRUNGA FOUNDATION

Intitulé du projet:		<i>Projet de construction de la centrale hydroélectrique de Matebe Secteur : 23065:</i>			
Lieu de l'action	Coût de l'action \$US	Rôle dans l'action: coordinateur, codemandeur, entité affiliée	Donateurs pour l'action (nom)³	Montant de la contribution (du donateur)	Dates (de jj/mm/aaaa à jj/mm/aaaa)
Nord Kivu	19 700 000 \$US	Chef de file, coordinateur	Howard Graham Buffett Foundation	19 7000 000 \$US	16/12/2013 Au 30/06/2016
Objectifs et résultats de l'action					
<p><i>Objectif global</i> : Améliorer la gouvernance et la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité du Rift Albertin Central pour contribuer à la lutte contre la pauvreté des populations riveraines</p> <p><i>Objectif spécifique</i> : Construction d'une centrale de 13,8 MW sur la rivière Rutshuru en territoire de Rutshuru, Province du Nord-Kivu</p> <p>Les deux résultats ci-après étaient attendus de ce programme :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une centrale hydroélectrique de 13,8 MW est construite à Matebe 2. L'énergie électrique produite est distribuée en faveur de la population riveraine du parc dans le territoire de Rutshuru 					

Nom du demandeur: VIRUNGA FOUNDATION

³ Si le donateur est l'Union européenne ou un État membre de l'UE, veuillez préciser la ligne budgétaire de l'UE, du FED ou de l'État membre de l'UE.

Intitulé du projet:		<i>Consolidation de l'efficacité de gestion du Parc National des Virunga et maximisation des bénéfices auprès des communautés riveraines</i>			
		: 41030 : Diversité biologique			
Lieu de l'action	Coût de l'action (EUR)	Rôle dans l'action: coordinateur, codemandeur, entité affiliée	Donateurs pour l'action (nom) ⁴	Montant de la contribution (du donateur)	Dates (de jj/mm/aaaa à jj/mm/aaaa)
Nord Kivu, Sud Kivu, Province Orientale, Ituri	10 975 777 Euros	Chef de file, coordinateur	Union européenne, ligne Budgétaire 10 ^{ème} FED	10 000 000 d'euros	01/01/2010 Au 30/09/2013
Objectifs et résultats de l'action					
<p><i>Objectif global : Contribuer à la protection efficace et durable de parcs nationaux cruciaux en Afrique Centrale</i></p> <p><i>Objectif spécifique : Consolider l'efficacité de gestion du Parc National des Virunga et maximiser ses bénéfices auprès des communautés riveraines.</i></p> <p>Les trois résultats ci-après étaient attendus de ce programme :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le statut de conservation du Parc National des Virunga démontre une amélioration tangible 2. Les avantages économiques issus des aires protégées génèrent une participation accrue de la population locale à la gestion des ressources naturelles et aux programmes de développement communautaire et mène à l'amélioration de son bien-être 3. Les fondements pour le financement durable du Parc National des Virunga sont établis 					

⁴ Si le donateur est l'Union européenne ou un État membre de l'UE, veuillez préciser la ligne budgétaire de l'UE, du FED ou de l'État membre de l'UE.

Nom du demandeur: AFRICA CONSERVATION FUND					
Intitulé du projet:		<i>Projet d'appui à la relance de la gestion du Parc National des Virunga Secteur : 41030 : <u>Diversité biologique</u></i>			
Lieu de l'action	Coût de l'action (EUR)	Rôle dans l'action: coordinateur, codemandeur, entité affiliée	Donateurs pour l'action (nom)⁵	Montant de la contribution (du donateur)	Dates (de jj/mm/aaaa à jj/mm/aaaa)
Nord Kivu, Sud Kivu, Province Orientale, Ituri	10 975 777 Euros	Chef de file, coordinateur	Union européenne, ligne Budgétaire 10 ^{ème} FED	10 000 000 d'euros	01/01/2010 Au 30/09/2013
Objectifs et résultats de l'action					
<p><i>Objectif global</i> : Améliorer la gouvernance et la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité du Rift Albertin Central pour contribuer à la lutte contre la pauvreté des populations riveraines</p> <p><i>Objectif spécifique</i> : Rétablir durablement le fonctionnement et la qualité de gestion du Parc National des Virunga afin d'en valoriser les ressources naturelles et d'assurer la fourniture continue de services écologiques au profit des communautés locales, ainsi que de favoriser une synergie opérationnelle avec les aires protégées contiguës</p> <p>Les cinq résultats ci-après étaient attendus de ce programme :</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Un Plan de gestion du Parc National des Virunga est finalisé, validé et mis en œuvre, et contribue ainsi à une meilleure synergie de gestion avec les aires protégées contiguës 4. Le niveau de qualification professionnelle de l'ensemble du personnel du Parc National des Virunga est amélioré et permet d'en assurer toutes les fonctions de gestion courantes essentielles 5. Les infrastructures et équipements sont disponibles, correctement utilisés et entretenus, et permettent d'opérationnaliser la gestion et le développement du parc 6. L'intégrité du Parc et de ses ressources les plus fragiles est assurée par la préparation d'un cadre de gestion concertée et par des activités de substitution génératrices de revenus pour les populations riveraines 7. Les coûts récurrents du Parc National des Virunga sont couverts par les recettes et contributions alimentant un mécanisme de financement durable dont la structure est développée et validée 					

⁵ Si le donateur est l'Union européenne ou un État membre de l'UE, veuillez préciser la ligne budgétaire de l'UE, du FED ou de l'État membre de l'UE.

3. LE DEMANDEUR CHEF DE FILE

Numéro d'identification⁶ EuropeAid	GB-2008-FXU-3011801189
Nom de l'organisation	VIRUNGA FOUNDATION (Ex-AFRICA CONSERVATION FUND/UK)

Identité

Coordonnées du demandeur pour la présente action	VIRUNGA FOUNDATION 48 Chancery Lane London WC2A 1JF United Kingdom
Numéro de fiche d'entité juridique⁷	6000279558
Acronyme	VF (Ex – ACF/UK)
Numéro d'enregistrement (ou équivalent)	Charity registration no. 1111806 Company registration no. 5598718
Date d'enregistrement	20 octobre 2005
Lieu d'enregistrement	Londres
Adresse officielle d'enregistrement	48 Chancery Lane London WC2A 1JF United Kingdom
Pays d'enregistrement⁸/Nationalité⁹	Angleterre et Pays des Galles
Site web et adresse électronique de	http://www.virunga.org

⁶ Ce numéro est alloué aux organisations qui enregistrent leurs données dans PADOR. Pour plus d'informations et pour s'enregistrer, veuillez consulter le site http://ec.europa.eu/europeaid/work/onlineservices/pador/index_fr.htm. Ces informations ne doivent pas être communiquées en cas d'appel à propositions pour lequel la Commission européenne n'est pas l'administration contractante.

⁷ Si le demandeur a déjà signé un contrat avec la Commission européenne.

⁸ Pour les organisations.

⁹ Pour les personnes.

l'organisation	
N° de téléphone: indicatif pays + indicatif ville + numéro	+243 993 448 133
N° de fax: indicatif pays + indicatif ville + numéro	N/A

Tout changement d'adresse, de numéro de téléphone, de numéro de fax et d'adresse électronique doit être signalé à l'administration contractante. L'administration contractante ne sera pas tenue pour responsable pour le cas où il ne parviendrait pas à joindre un demandeur.

Profil

Statut juridique	Private Company Limited by Guarantee Registered in England and Wales
À but lucratif	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
ONG	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Valeur de base¹⁰	<input type="checkbox"/> Politique <input type="checkbox"/> Religieuse <input type="checkbox"/> Humaniste <input checked="" type="checkbox"/> Neutre
Votre organisation est-elle liée à une autre entité ?	<input type="checkbox"/> Oui, entité mère: (veuillez indiquer son numéro d'identification EuropeAid:.....) <input type="checkbox"/> Oui, entité(s) contrôlée(s) <input type="checkbox"/> Oui, organisation familiale / entité appartenant à un réseau ¹¹ <input checked="" type="checkbox"/> Non, indépendante

¹⁰ Veuillez cocher un seul type de valeur.

¹¹ Par exemple confédération, fédération, alliance.

Catégorie

Catégorie ¹²	Secteur Public	Secteur Privé
	<input type="checkbox"/> Administration publique <input type="checkbox"/> Représentants décentralisés d'État <input type="checkbox"/> Organisation internationale <input type="checkbox"/> Institution judiciaire <input type="checkbox"/> Autorité locale <input type="checkbox"/> Agence d'exécution <input type="checkbox"/> Université / éducation <input type="checkbox"/> Institut de recherche <input type="checkbox"/> Groupe de réflexion <input type="checkbox"/> Fondation <input type="checkbox"/> Association <input type="checkbox"/> Médias <input type="checkbox"/> Réseau/Fédération <input type="checkbox"/> Organisation professionnelle et/ou industrielle <input type="checkbox"/> Syndicat <input type="checkbox"/> Organisation culturelle <input type="checkbox"/> Organisation commerciale	<input type="checkbox"/> Agence d'exécution <input type="checkbox"/> Université/éducation <input type="checkbox"/> Institut de recherche <input type="checkbox"/> Groupe de réflexion <input checked="" type="checkbox"/> Fondation <input type="checkbox"/> Association <input type="checkbox"/> Média <input type="checkbox"/> Réseau/ /Fédération <input type="checkbox"/> Organisation professionnelle et/ou industrielle <input type="checkbox"/> Syndicat <input type="checkbox"/> Organisation culturelle <input type="checkbox"/> Organisation commerciale <input type="checkbox"/> Autre acteur non étatique

Secteur(s)¹³

<input type="checkbox"/>	11			Éducation
<input type="checkbox"/>		111		Éducation, niveau non spécifié
<input type="checkbox"/>			11110	Politique de l'éducation et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			11120	Équipements scolaires et formation
<input type="checkbox"/>			11130	Formation des enseignants
<input type="checkbox"/>			11182	Recherche en éducation
<input type="checkbox"/>		112		Éducation de base
<input type="checkbox"/>			11220	Enseignement primaire
<input type="checkbox"/>			11230	Éducation pour une meilleure qualité de vie pour les jeunes et les adultes
<input type="checkbox"/>			11240	Éducation de la petite enfance
<input type="checkbox"/>		113		Éducation secondaire
<input type="checkbox"/>			11320	Enseignement secondaire
<input type="checkbox"/>			11330	Formation professionnelle
<input type="checkbox"/>		114		Éducation post-secondaire
<input type="checkbox"/>			11420	Enseignement supérieur

¹² Veuillez indiquer:

- 1) le secteur auquel votre organisation appartient, tel que défini dans ses statuts (ou dans un document équivalent): public (établi et/ou fondé par une entité publique) OU privé (établi et/ou fondé par une entité privée);
- 2) dans la colonne appropriée, la catégorie à laquelle votre organisation appartient (un seul choix).

¹³ Veuillez cocher la case correspondant à chaque secteur dans lequel votre organisation a été active pendant les 7 dernières années. Les secteurs viennent de la liste CAD établie par l'OCDE.

<input type="checkbox"/>			11430		Formation technique supérieure de gestion
<input type="checkbox"/>	12			Santé	
<input type="checkbox"/>		121		Santé, général	
<input type="checkbox"/>			12110		Politique de la santé et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			12181		Éducation et formation médicales
<input type="checkbox"/>			12182		Recherche médicale
<input type="checkbox"/>			12191		Services médicaux
<input type="checkbox"/>		122		Santé de base	
<input type="checkbox"/>			12220		Soins et services de santé de base
<input type="checkbox"/>			12230		Infrastructure pour la santé de base
<input type="checkbox"/>			12240		Nutrition de base
<input type="checkbox"/>			12250		Lutte contre les maladies infectieuses
<input type="checkbox"/>			12261		Éducation sanitaire
<input type="checkbox"/>			12281		Formation de personnel de santé
<input type="checkbox"/>	13			Programmes pour la population	
<input type="checkbox"/>				Politique en matière de population/santé et fertilité	
<input type="checkbox"/>			13010		Politique/programmes en matière de population et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			13020		Soins en matière de fertilité
<input type="checkbox"/>			13030		Planification familiale
<input type="checkbox"/>			13040		Lutte contre les MST et VIH/sida
<input type="checkbox"/>			13081		Formation de personnel en matière de population et de santé et fertilité
<input type="checkbox"/>	14			Distribution d'eau et assainissement	
<input type="checkbox"/>		140		Distribution d'eau et assainissement	
<input type="checkbox"/>			14010		Politique des ressources en eau et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			14015		Protection des ressources en eau
<input type="checkbox"/>			14020		Distribution d'eau et assainissement – systèmes à grande échelle
<input type="checkbox"/>			14030		Distribution d'eau potable de base et assainissement de base
<input type="checkbox"/>			14040		Aménagement de bassins fluviaux
<input type="checkbox"/>			14050		Traitement des déchets
<input type="checkbox"/>			14081		Éducation/formation dans la distribution d'eau et l'assainissement
<input type="checkbox"/>	15			Gouvernement et société civile	
<input type="checkbox"/>		151		Gouvernement et société civile, général	
<input type="checkbox"/>			15110		Politique / planification économique et du développement
<input type="checkbox"/>			15120		Gestion financière du secteur public
<input type="checkbox"/>			15130		Développement des services légaux et judiciaires
<input type="checkbox"/>			15140		Administration gouvernementale
<input type="checkbox"/>			15150		Renforcement de la société civile
<input type="checkbox"/>			15161		Élections
<input type="checkbox"/>			15162		Droits de la personne
<input type="checkbox"/>			15163		Liberté de l'information
<input type="checkbox"/>			15164		Organismes et institutions pour l'égalité des femmes
<input type="checkbox"/>		152		Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité	
<input type="checkbox"/>			15210		Gestion et réforme des systèmes de sécurité
<input type="checkbox"/>			15220		Dispositifs civils de construction de la paix, et de prévention et de règlement des conflits
<input type="checkbox"/>			15230		Maintien de la paix à l'issue d'un conflit (NU)
<input type="checkbox"/>			15240		Réintégration et contrôle des armes légères et de petit calibre

<input type="checkbox"/>			15250		Enlèvement des mines terrestres
<input type="checkbox"/>			15261		Enfants soldats (Prévention et démobilisation)
<input type="checkbox"/>	16				Infrastructure et services sociaux divers
<input type="checkbox"/>			16010		Services sociaux
<input type="checkbox"/>			16020		Politique de l'emploi et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			16030		Politique du logement et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			16040		Logement à coût réduit
<input type="checkbox"/>			16050		Aide plurisectorielle pour les services sociaux de base
<input type="checkbox"/>			16061		Culture et loisirs
<input type="checkbox"/>			16062		Renforcement des capacités statistiques
<input type="checkbox"/>			16063		Lutte contre le trafic de drogues
<input type="checkbox"/>			16064		Atténuation de l'impact social du VIH/sida
<input type="checkbox"/>	21				Transports et entreposage
<input type="checkbox"/>		210			Transports et entreposage
<input type="checkbox"/>			21010		Politique des transports et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			21020		Transport routier
<input type="checkbox"/>			21030		Transport ferroviaire
<input type="checkbox"/>			21040		Transport par voies d'eau
<input type="checkbox"/>			21050		Transport aérien
<input type="checkbox"/>			21061		Stockage
<input type="checkbox"/>			21081		Éducation/formation dans les transports et le stockage
<input type="checkbox"/>	22				Communication
<input type="checkbox"/>		220			Communication
<input type="checkbox"/>			22010		Politique des communications et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			22020		Télécommunications
<input type="checkbox"/>			22030		Radio, télévision, presse écrite
<input type="checkbox"/>			22040		Technologies de l'information et de la communication (TIC)
<input type="checkbox"/>	23				Énergie
<input type="checkbox"/>		230			Production et distribution d'énergie
<input type="checkbox"/>			23010		Politique de l'énergie et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			23020		Production d'énergie (sources non renouvelables)
<input type="checkbox"/>			23030		Production d'énergie (sources renouvelables)
<input type="checkbox"/>			23040		Transmission et distribution d'électricité
<input type="checkbox"/>			23050		Distribution de gaz
<input type="checkbox"/>			23061		Centrales alimentées au fuel
<input type="checkbox"/>			23062		Centrales alimentées au gaz
<input type="checkbox"/>			23063		Centrales alimentées au charbon
<input type="checkbox"/>			23064		Centrales nucléaires
<input type="checkbox"/>			23065		Centrales et barrages hydroélectriques
<input type="checkbox"/>			23066		Énergie géothermique
<input type="checkbox"/>			23067		Énergie solaire
<input type="checkbox"/>			23068		Énergie éolienne
<input type="checkbox"/>			23069		Énergie marémotrice
<input type="checkbox"/>			23070		Biomasse
<input type="checkbox"/>			23081		Éducation et formation dans le domaine de l'énergie
<input type="checkbox"/>			23082		Recherche dans le domaine de l'énergie
<input type="checkbox"/>	24				Banques et services financiers
<input type="checkbox"/>		240			Banques et services financiers
<input type="checkbox"/>			24010		Politique des finances et gestion administrative
<input type="checkbox"/>			24020		Institutions monétaires

<input type="checkbox"/>		24030	Intermédiaires financiers officiels
<input type="checkbox"/>		24040	Intermédiaires financiers du secteur informel et semi formel
<input type="checkbox"/>		24081	Éducation/formation bancaire et dans les services financiers
<input type="checkbox"/>	25		Entreprises et autres services
<input type="checkbox"/>		250	Entreprises et autres services
<input type="checkbox"/>		25010	Services et institutions de soutien commerciaux
<input type="checkbox"/>		25020	Privatisation
<input type="checkbox"/>	31		Agriculture, sylviculture et pêche
<input type="checkbox"/>		311	Agriculture
<input type="checkbox"/>		31110	Politique agricole et gestion administrative
<input type="checkbox"/>		31120	Développement agricole
<input type="checkbox"/>		31130	Ressources en terres cultivables
<input type="checkbox"/>		31140	Ressources en eau à usage agricole
<input type="checkbox"/>		31150	Produits à usage agricole
<input type="checkbox"/>		31161	Production agricole
<input type="checkbox"/>		31162	Production industrielle/récoltes destinées à l'exportation
<input type="checkbox"/>		31163	Bétail
<input type="checkbox"/>		31164	Réforme agraire
<input type="checkbox"/>		31165	Développement agricole alternatif
<input type="checkbox"/>		31166	Vulgarisation agricole
<input type="checkbox"/>		31181	Éducation et formation dans le domaine agricole
<input type="checkbox"/>		31182	Recherche agronomique
<input type="checkbox"/>		31191	Services agricoles
<input type="checkbox"/>		31192	Protection des plantes et des récoltes, lutte antiacridienne
<input type="checkbox"/>		31193	Services financiers agricoles
<input type="checkbox"/>		31194	Coopératives agricoles
<input type="checkbox"/>		31195	Services vétérinaires (bétail)
<input type="checkbox"/>		312	Sylviculture
<input type="checkbox"/>		31210	Politique de la sylviculture et gestion administrative
<input type="checkbox"/>		31220	Développement sylvicole
<input type="checkbox"/>		31261	Reboisement (bois de chauffage et charbon de bois)
<input type="checkbox"/>		31281	Éducation et formation en sylviculture
<input type="checkbox"/>		31282	Recherche en sylviculture
<input type="checkbox"/>		31291	Services sylvicoles
<input type="checkbox"/>		313	Pêche
<input type="checkbox"/>		31310	Politique de la pêche et gestion administrative
<input type="checkbox"/>		31320	Développement de la pêche
<input type="checkbox"/>		31381	Éducation et formation dans le domaine de la pêche
<input type="checkbox"/>		31382	Recherche dans le domaine de la pêche
<input type="checkbox"/>		31391	Services dans le domaine de la pêche
<input type="checkbox"/>	32		Industrie, mines et constructions
<input type="checkbox"/>		321	Industries manufacturières
<input type="checkbox"/>		32110	Politique de l'industrie et gestion administrative
<input type="checkbox"/>		32120	Développement industriel
<input type="checkbox"/>		32130	Développement des petites et moyennes entreprises (PME)
<input type="checkbox"/>		32140	Artisanat
<input type="checkbox"/>		32161	Agro-industries
<input type="checkbox"/>		32162	Industries forestières
<input type="checkbox"/>		32163	Industrie textile, cuirs et produits similaires
<input type="checkbox"/>		32164	Produits chimiques

<input type="checkbox"/>		32165	Production d'engrais chimiques
<input type="checkbox"/>		32166	Ciment, chaux et plâtre
<input type="checkbox"/>		32167	Fabrication d'énergie
<input type="checkbox"/>		32168	Produits pharmaceutiques
<input type="checkbox"/>		32169	Industrie métallurgique de base
<input type="checkbox"/>		32170	Industries des métaux non ferreux
<input type="checkbox"/>		32171	Construction mécanique et électrique
<input type="checkbox"/>		32172	Matériel de transport
<input type="checkbox"/>		32182	Recherche et développement technologiques
<input type="checkbox"/>	322		Industries extractives
<input type="checkbox"/>		32210	Politique de l'industrie extractive et gestion administrative
<input type="checkbox"/>		32220	Prospection et exploration des minerais
<input type="checkbox"/>		32261	Charbon
<input type="checkbox"/>		32262	Pétrole et gaz
<input type="checkbox"/>		32263	Métaux ferreux
<input type="checkbox"/>		32264	Métaux non ferreux
<input type="checkbox"/>		32265	Métaux et minerais précieux
<input type="checkbox"/>		32266	Minerais industriels
<input type="checkbox"/>		32267	Engrais minéraux
<input type="checkbox"/>		32268	Ressources des fonds marins
<input type="checkbox"/>	323		Constructions
<input type="checkbox"/>		32310	Politique de la construction et gestion administrative
<input type="checkbox"/>	33		Commerce et tourisme
<input type="checkbox"/>	331		Politique commerciale et réglementations
<input type="checkbox"/>		33110	Politique commerciale et gestion administrative
<input type="checkbox"/>		33120	Facilitation du commerce
<input type="checkbox"/>		33130	Accords commerciaux régionaux
<input type="checkbox"/>		33140	Négociations commerciales multilatérales
<input type="checkbox"/>		33181	Éducation/formation dans le domaine du commerce
<input type="checkbox"/>	332		Tourisme
<input type="checkbox"/>		33210	Politique du tourisme et gestion administrative
<input type="checkbox"/>	41		<u>Protection de l'environnement, général</u>
<input type="checkbox"/>		410	<u>Protection de l'environnement, général</u>
<input type="checkbox"/>		41010	Politique de l'environnement et gestion administrative
<input type="checkbox"/>		41020	<u>Protection de la biosphère</u>
<input type="checkbox"/>		41030	<u>Diversité biologique</u>
<input type="checkbox"/>		41040	Protection des sites
<input type="checkbox"/>		41050	Prévention et lutte contre les inondations
<input type="checkbox"/>		41081	Éducation et formation environnementales
<input type="checkbox"/>		41082	Recherche environnementale
<input type="checkbox"/>	43		Autres multi-secteurs
<input type="checkbox"/>	430		Autres multi-secteurs
<input type="checkbox"/>		43010	Aide plurisectorielle
<input type="checkbox"/>		43030	Développement et gestion urbaine
<input type="checkbox"/>		43040	Développement rural
<input type="checkbox"/>		43050	Développement alternatif non agricole
<input type="checkbox"/>		43081	Éducation et formation plurisectorielles
<input type="checkbox"/>		43082	Institutions scientifiques et de recherche
<input type="checkbox"/>	51		Soutien budgétaire

<input type="checkbox"/>		510		Soutien budgétaire
<input type="checkbox"/>			51010	Soutien budgétaire
<input type="checkbox"/>	52			Aide alimentaire à des fins de développement/sécurité alimentaire
<input type="checkbox"/>		520		Aide alimentaire à des fins de développement/aide à la sécurité alimentaire
<input type="checkbox"/>			52010	Programmes de sécurité et d'aide alimentaire
<input type="checkbox"/>	53			Aide sous forme de produits : autre
<input type="checkbox"/>		530		Aide sous forme de produits : autre
<input type="checkbox"/>			53030	Subventions à l'importation (biens d'équipement)
<input type="checkbox"/>			53040	Subventions à l'importation (produits)
<input type="checkbox"/>	60			Actions se rapportant à la dette
<input type="checkbox"/>		600		Actions se rapportant à la dette
<input type="checkbox"/>			60010	Action se rapportant à la dette
<input type="checkbox"/>			60020	Annulation de la dette
<input type="checkbox"/>			60030	Allègement de la dette multilatérale
<input type="checkbox"/>			60040	Rééchelonnement d'échéances et refinancement
<input type="checkbox"/>			60061	Échange de dette à des fins de développement
<input type="checkbox"/>			60062	Autres échanges de dette
<input type="checkbox"/>			60063	Rachat de la dette
<input type="checkbox"/>	72			Interventions d'urgence
<input type="checkbox"/>		720		Interventions d'urgence
<input type="checkbox"/>			72010	Assistance matérielle et services d'urgence
<input type="checkbox"/>			72040	Aide alimentaire d'urgence
<input type="checkbox"/>			72050	Coordination des secours, services de protection et de support
<input type="checkbox"/>	73			Reconstruction et réhabilitation
<input type="checkbox"/>		730		Reconstruction et réhabilitation
<input type="checkbox"/>			73010	Aide à la reconstruction et à la réhabilitation
<input type="checkbox"/>	74			Prévention des désastres
<input type="checkbox"/>		740		Prévention des désastres
<input type="checkbox"/>			74010	Prévention des désastres
<input type="checkbox"/>	91			Frais administratifs des donateurs
<input type="checkbox"/>		910		Frais administratifs des donateurs
<input type="checkbox"/>			91010	Frais administratifs
<input type="checkbox"/>	92			Soutien fourni aux organisations non gouvernementales (ONG)
<input type="checkbox"/>		920		Soutien fourni aux organisations non gouvernementales (ONG)
<input type="checkbox"/>			92010	En faveur des ONG nationales
<input type="checkbox"/>			92020	En faveur des ONG internationales
<input type="checkbox"/>			92030	En faveur des ONG locales et régionales
<input type="checkbox"/>	93			Réfugiés
<input type="checkbox"/>		930		Réfugiés dans les pays donateurs
<input type="checkbox"/>			93010	Réfugiés dans les pays donateurs
<input type="checkbox"/>	99			Non affecté/Non spécifié
<input type="checkbox"/>		998		Non affecté/Non spécifié
<input type="checkbox"/>			99810	Secteur non spécifié
<input type="checkbox"/>			99820	Sensibilisation au développement

Groupe(s) cible(s)

- Tout public
- Enfants-soldats
- Enfants (moins de 18 ans)
- Communauté(s) de base
- Consommateurs
- Handicapés
- Toxicomanes
- Organes éducatifs (écoles, universités)
- Personnes âgées
- Malades (malaria, tuberculose, VIH/sida)
- Peuples indigènes
- **Autorités locales**
- Migrants
- Organisations non gouvernementales
- Prisonniers
- **Catégorie professionnelle**
- Réfugiés et déplacés
- Organismes de recherche/Chercheurs
- PME/PMI**
- Étudiants
- Habitants de bidonvilles
- **Victimes de conflits/catastrophes**
- Femmes
- Jeunes
- **Autre(s) (veuillez préciser): Membres du personnel de la conservation de la nature et leur dépendants.**

Capacité à gérer et à exécuter les actions

Expérience par secteur

Secteur	Année(s) d'expérience	Expérience pendant les 7 dernières années	Nombre de projets pendant les 7 dernières années	Montant estimé (en milliers EUR) investi dans ce secteur pendant les 7 dernières années
41030 : Protection de l'environnement, généra : diversité biologique	<input type="checkbox"/> moins d'un an <input type="checkbox"/> de 1 à 3 ans <input type="checkbox"/> de 4 à 7 ans <input checked="" type="checkbox"/> plus de 7 ans	<input type="checkbox"/> moins d'un an <input type="checkbox"/> de 1 à 3 ans <input type="checkbox"/> de 4 à 7 ans <input checked="" type="checkbox"/> plus de 7 ans	<input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input checked="" type="checkbox"/> de 6 à 10 <input type="checkbox"/> de 11 à 20 <input type="checkbox"/> de 21 à 50 <input type="checkbox"/> de 51 à 200 <input type="checkbox"/> de 200 à 500 <input type="checkbox"/> plus de 500	<input type="checkbox"/> moins d'un <input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input checked="" type="checkbox"/> de 5 à 20 <input type="checkbox"/> de 20 à 50 <input type="checkbox"/> de 50 à 100 <input type="checkbox"/> de 100 à 300 <input type="checkbox"/> de 300 à 1 000 <input type="checkbox"/> plus de 1 000 <input type="checkbox"/> inconnu
23065 : Centrales et barrages hydroélectriques	<input type="checkbox"/> moins d'un an <input checked="" type="checkbox"/> de 1 à 3 ans <input type="checkbox"/> de 4 à 7 ans <input type="checkbox"/> plus de 7 ans	<input type="checkbox"/> moins d'un an <input checked="" type="checkbox"/> de 1 à 3 ans <input type="checkbox"/> de 4 à 7 ans <input type="checkbox"/> plus de 7 ans	<input checked="" type="checkbox"/> de 1 à 5 <input type="checkbox"/> de 6 à 10 <input type="checkbox"/> de 11 à 20 <input type="checkbox"/> de 21 à 50 <input type="checkbox"/> de 51 à 200 <input type="checkbox"/> de 200 à 500 <input type="checkbox"/> plus de 500	<input type="checkbox"/> moins d'un <input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input type="checkbox"/> de 5 à 20 <input type="checkbox"/> de 20 à 50 <input type="checkbox"/> de 50 à 100 <input type="checkbox"/> de 100 à 300 <input type="checkbox"/> de 300 à 1 000 <input checked="" type="checkbox"/> plus de 1 000 <input type="checkbox"/> inconnu
	<input type="checkbox"/> moins d'un an <input type="checkbox"/> de 1 à 3 ans <input type="checkbox"/> de 4 à 7 ans <input type="checkbox"/> plus de 7 ans	<input type="checkbox"/> moins d'un an <input type="checkbox"/> de 1 à 3 ans <input type="checkbox"/> de 4 à 7 ans <input type="checkbox"/> plus de 7 ans	<input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input type="checkbox"/> de 6 à 10 <input type="checkbox"/> de 11 à 20 <input type="checkbox"/> de 21 à 50 <input type="checkbox"/> de 51 à 200 <input type="checkbox"/> de 200 à 500 <input type="checkbox"/> plus de 500	<input type="checkbox"/> moins d'un <input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input type="checkbox"/> de 5 à 20 <input type="checkbox"/> de 20 à 50 <input type="checkbox"/> de 50 à 100 <input type="checkbox"/> de 100 à 300 <input type="checkbox"/> de 300 à 1 000 <input type="checkbox"/> plus de 1 000 <input type="checkbox"/> inconnu

Expérience par zone géographique

Par zone géographique (pays ou région)	Année(s) d'expérience	Nombre de projets dans cette zone géographique pendant les 7 dernières années	Montant estimé (en milliers EUR) investi dans cette zone géographique pendant les 7 dernières années
Afrique centrale / République Démocratique du Congo /Province du Nord-Kivu	<input type="checkbox"/> moins d'un an <input type="checkbox"/> de 1 à 3 ans <input type="checkbox"/> de 4 à 7 ans <input checked="" type="checkbox"/> plus de 7 ans	<input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input checked="" type="checkbox"/> de 6 à 10 <input type="checkbox"/> de 11 à 20 <input type="checkbox"/> de 21 à 50 <input type="checkbox"/> de 51 à 200 <input type="checkbox"/> de 200 à 500 <input type="checkbox"/> plus de 500	<input type="checkbox"/> moins d'un <input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input checked="" type="checkbox"/> de 5 à 20 <input type="checkbox"/> de 20 à 50 <input type="checkbox"/> de 50 à 100 <input type="checkbox"/> de 100 à 300 <input type="checkbox"/> de 300 à 1 000 <input type="checkbox"/> plus de 1 000 <input type="checkbox"/> inconnu
	<input type="checkbox"/> moins d'un an <input type="checkbox"/> de 1 à 3 ans <input type="checkbox"/> de 4 à 7 ans <input type="checkbox"/> plus de 7 ans	<input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input type="checkbox"/> de 6 à 10 <input type="checkbox"/> de 11 à 20 <input type="checkbox"/> de 21 à 50 <input type="checkbox"/> de 51 à 200 <input type="checkbox"/> de 200 à 500 <input type="checkbox"/> plus de 500	<input type="checkbox"/> moins d'un <input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input type="checkbox"/> de 5 à 20 <input type="checkbox"/> de 20 à 50 <input type="checkbox"/> de 50 à 100 <input type="checkbox"/> de 100 à 300 <input type="checkbox"/> de 300 à 1 000 <input type="checkbox"/> plus de 1 000 <input type="checkbox"/> inconnu
	<input type="checkbox"/> moins d'un an <input type="checkbox"/> de 1 à 3 ans <input type="checkbox"/> de 4 à 7 ans <input type="checkbox"/> plus de 7 ans	<input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input type="checkbox"/> de 6 à 10 <input type="checkbox"/> de 11 à 20 <input type="checkbox"/> de 21 à 50 <input type="checkbox"/> de 51 à 200 <input type="checkbox"/> de 200 à 500 <input type="checkbox"/> plus de 500	<input type="checkbox"/> moins d'un <input type="checkbox"/> de 1 à 5 <input type="checkbox"/> de 5 à 20 <input type="checkbox"/> de 20 à 50 <input type="checkbox"/> de 50 à 100 <input type="checkbox"/> de 100 à 300 <input type="checkbox"/> de 300 à 1 000 <input type="checkbox"/> plus de 1 000 <input type="checkbox"/> inconnu

Liste indicative des régions

- Europe UE
- Europe non UE
- Europe orientale
- Amérique centrale
- Amérique du sud
- Asie du sud-est
- Asie du nord-est
- Asie du sud
- Asie centrale
- Méditerranée
- Moyen-Orient
- Afrique de l'est
- **Afrique centrale**
- Afrique de l'ouest
- Afrique australe
- Océan indien
- Caraïbes
- Pacifique

Référence croisée de l'expérience par secteur et par zone géographique:

Secteur(s) (tel que sélectionné au point 3.2.2)	Zone(s) géographique(s) (pays ou région, tel qu'indiqué précédemment)
41030 : Protection de l'environnement, généra : diversité biologique	Afrique centrale / République Démocratique du Congo /Province du Nord-Kivu
23065 : Centrales et barrages hydroélectriques	Afrique centrale / République Démocratique du Congo /Province du Nord-Kivu

Ressources

- **Données financières**

Veillez fournir les informations suivantes, le cas échéant, en vous basant sur les comptes de gestion et le bilan de votre organisation (montants en milliers d'euros)

Année	Chiffre d'affaires ou équivalent	Gain net ou équivalent	Total du bilan	Fonds propres ou équivalent	Endettement à moyen et long terme	Endettement à court terme (< 1 an)
	(USD000)	(USD000)	(USD000)	(USD000)	(USD000)	(USD000)
N ¹⁴						
N-1	41,2	-430,5	31.822,5	-611,7	29.395,3	1.083,3
N-2	71,2	-183,1	14.372,6	-181,3	14.447,4	106,5

- **Source(s) de financement**

Veillez cocher la/les source(s) de revenus de votre organisation et indiquer les informations complémentaires demandées

Année	Source	Pourcentage (le total pour une année donnée doit être égal à 100 %)	Nombre de membres cotisants (seulement si la source = cotisations membres)
N	<input type="checkbox"/> UE		S.O.
N	<input type="checkbox"/> Organe(s) d'État(s) membre(s)		S.O.
N	<input type="checkbox"/> Organe(s) d'État(s) tiers		S.O.
N	<input type="checkbox"/> Nations unies		S.O.
N	<input type="checkbox"/> Autre(s) organisation(s) internationale(s)		S.O.
N	<input type="checkbox"/> Secteur privé		S.O.
N	<input type="checkbox"/> Cotisations membres		
N	<input type="checkbox"/> Autres (veuillez préciser): Fondation HGBF	100%	S.O.
N	Total	100 %	S.O.

¹⁴ N = année financière précédente

Année	Source	Pourcentage (le total pour une année donnée doit être égal à 100 %)	Nombre de membres cotisants (seulement si la source = cotisations membres)
N - 1	<input type="checkbox"/> UE		S.O.
N - 1	<input type="checkbox"/> Organe(s) d'État(s) membre(s)		S.O.
N - 1	<input type="checkbox"/> Organe(s) d'État(s) tiers		S.O.
N - 1	<input type="checkbox"/> Nations unies		S.O.
N - 1	<input type="checkbox"/> Autre(s) organisation(s) internationale(s)		S.O.
N - 1	<input type="checkbox"/> Secteur privé		S.O.
N - 1	<input type="checkbox"/> Cotisations membres		
N - 1	<input type="checkbox"/> Autres (veuillez préciser):		S.O.
N - 1	Total	100 %	S.O.
N - 2	<input type="checkbox"/> UE		S.O.
N - 2	<input type="checkbox"/> Organe(s) d'État(s) Membre(s)		S.O.
N - 2	<input type="checkbox"/> Organe(s) d'État(s) tiers		S.O.
N - 2	<input type="checkbox"/> Nations unies		S.O.
N - 2	<input type="checkbox"/> Autre(s) organisation(s) internationale(s)		S.O.
N - 2	<input type="checkbox"/> Secteur privé		S.O.
N - 2	<input type="checkbox"/> Cotisations membres		
N - 2	<input type="checkbox"/> Autres (veuillez préciser):		S.O.
N - 2	Total	100 %	S.O.

Année	Nom de l'auditeur agréé	Période de validité
N	-	-
N - 1	KPMG	01/01/2015 – 31/12/2015
N - 2	KPMG	01/01 /2014 – 31/12/2014

- **Nombre de personnes employées (plein temps ou équivalent)**

Veillez cocher une option pour chaque type de personnel

Type de personnel	Payé	Non payé
Personnel du siège: recruté et basé au siège (situé dans le pays développé)	<input type="checkbox"/> < 10 <input type="checkbox"/> > 10 et < 50 <input type="checkbox"/> > 50 et < 100 <input type="checkbox"/> > 100 <input type="checkbox"/> S.O.	<input type="checkbox"/> < 10 <input type="checkbox"/> > 10 et < 50 <input type="checkbox"/> > 50 et < 100 <input type="checkbox"/> > 100 <input type="checkbox"/> S.O.
Personnel expatrié: recruté au siège (situé dans le pays développé) et basé dans le pays en développement	<input type="checkbox"/> < 10 <input type="checkbox"/> > 10 et < 50 <input type="checkbox"/> > 50 et < 100 <input type="checkbox"/> > 100 <input type="checkbox"/> S.O.	<input type="checkbox"/> < 10 <input type="checkbox"/> > 10 et < 50 <input type="checkbox"/> > 50 et < 100 <input type="checkbox"/> > 100 <input type="checkbox"/> S.O.
Personnel local: recruté et basé dans le pays en développement	<input type="checkbox"/> < 10 <input type="checkbox"/> > 10 et < 50 <input type="checkbox"/> > 50 et < 100 <input checked="" type="checkbox"/> > 100 <input type="checkbox"/> S.O.	<input type="checkbox"/> < 10 <input type="checkbox"/> > 10 et < 50 <input type="checkbox"/> > 50 et < 100 <input type="checkbox"/> > 100 <input type="checkbox"/> S.O.

Liste des membres du conseil d'administration/comité de direction de votre organisation

Nom	Profession	Fonction	Pays correspondant à la nationalité	Au sein du conseil depuis
M. Jan Bonde Nielsen	Industriel	Président	Danemark	2005
M. Francois de Donnea	Ministre d'Etat	Administrateur	Belgique	2005
Emmanuel de Merode	Anthropologue	Administrateur	Belgique	2005
Joana Natasegara	Professionnelle des médias	Administratrice	Britannique	2015
Clare Back	Juriste	Administratrice	Britannique	2016

4. LES CODEMANDEUR(S)

Cette section doit être remplie pour chaque codemandeur au sens du point 2.1.1 des présentes lignes directrices à l'intention des demandeurs. Vous devez reproduire ce tableau autant de fois que nécessaire pour ajouter des codemandeurs.

	Codemandeur : Virunga SARL
Numéro d'identification¹⁵ EuropeAid	CD-2016-EQP-2906812541
Dénomination de l'organisation	Production et distribution de l'électricité
Lorsque la Commission européenne est l'administration contractante: tous les codemandeurs doivent saisir les informations figurant ci-dessous dans leur profil dans le système PADOR. Voir aussi la section 2.2 des lignes directrices à l'intention des demandeurs.	
Coordonnées du codemandeur(s) pour la présente action	VIRUNGA SARL
Numéro de fiche d'entité juridique¹⁶	-
Acronyme	VSARL
Numéro d'enregistrement (ou équivalent)	NRC : CD/KNG/RCCM/13-B-0968, Id Nat 01-83-N76625F
Date d'enregistrement	Octobre 2013
Lieu d'enregistrement	Kinshasa
Adresse officielle d'enregistrement	Cabinet Sabra Mpoyi Law Office, 2F Immeuble Ecobank, 185 Avenue Beni, Quartier des Volcans, Goma.
Pays d'enregistrement¹⁷/National ité¹⁸	REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Site web et adresse e-mail	www.virunga.org , ephrem@virunga.org

¹⁵ Ce numéro est alloué aux organisations qui enregistrent leurs données dans PADOR. Pour plus d'informations et pour s'enregistrer, veuillez consulter le site http://ec.europa.eu/europeaid/work/onlineservices/pador/index_fr.htm. Ces informations ne doivent pas être communiquées en cas d'appel à propositions pour lequel la Commission européenne n'est pas l'administration contractante.

¹⁶ Si le codemandeur a déjà signé un contrat avec la Commission européenne.

¹⁷ Pour les organisations.

¹⁸ Pour les personnes.

de l'organisation	
N° de téléphone: indicatif pays + indicatif ville + numéro	+243 998 088 046
N° de fax : indicatif pays + indicatif ville + numéro	-
Statut juridique	Finalité lucrative <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non. ONG <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non.
Valeur de base	<input type="checkbox"/> Politique <input type="checkbox"/> Religieuse <input type="checkbox"/> Humaniste <input checked="" type="checkbox"/> Neutre
Autres ressources pertinentes	
Historique de la coopération avec le demandeur	Virunga Foundation détient la totalité du capital de Virunga SARL

Important: Ce formulaire de demande doit être accompagné d'un mandat signé et daté par chaque codemandeur, conformément au modèle fourni.

Mandat [pour le(s) codemandeur(s)]

Le codemandeur autorise le demandeur **Virunga Foundation** à soumettre en leur nom le présent formulaire de demande à l'intention du demandeur et de signer le contrat type de subvention (annexe A des lignes directrices à l'intention des demandeurs, «contrat de subvention») avec **La Délégation de l'Union Européenne en République Démocratique du Congo** («administration contractante») ainsi qu'à être représenté(s) par le demandeur dans toutes les matières concernant ce contrat de subvention.

J'ai lu et approuvé le contenu de la proposition présentée à l'administration contractante. Je m'engage à satisfaire aux principes de bonne pratique en matière de partenariat.

Nom:	Ephrem BALOLE
Organisation:	Virunga SARL
Fonction:	Gérant
Signature:	
Date et lieu:	1 juillet 2016 à Goma

5. ENTITÉ(S) AFFILIÉE(S) PARTICIPANT À L'ACTION

Description de l'/des entité(s) affiliée(s)

Cette section doit être remplie pour chaque entité affiliée au sens du point 2.1.2 des lignes directrices à l'intention des demandeurs. Vous devez reproduire ce tableau autant de fois que nécessaire pour ajouter des entités affiliées.

	Entité affiliée :
Numéro d'identification¹⁹ EuropeAid	
Raison sociale complète	

Lorsque la Commission européenne est l'administration contractante: toutes les entités affiliées doivent saisir les informations figurant ci-dessous dans leur profil dans le système PADOR. Voir aussi la section 2.2 des lignes directrices à l'intention des demandeurs.

Date d'enregistrement	
Lieu d'enregistrement	
Statut juridique	Finalité lucrative <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non. ONG <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non.
Valeur de base	<input type="checkbox"/> Politique <input type="checkbox"/> Religieuse <input type="checkbox"/> Humaniste <input type="checkbox"/> Neutre
Il vous remplissez les conditions pour être considéré comme entité affiliée²⁰, précisez à quelle entité vous êtes affilié (demandeur/codemandeur) en détaillant aussi la nature spécifique de cette affiliation (c'est-à-dire maison mère, organisation familiale, entité d'un réseau etc...) et, le cas échéant, votre numéro d'identification EuropeAid	

¹⁹ Ce numéro est alloué aux organisations qui enregistrent leurs données dans PADOR. Pour plus d'informations et pour s'enregistrer, veuillez consulter le site http://ec.europa.eu/europeaid/work/onlineservices/pador/index_fr.htm. Ces informations ne doivent pas être communiquées en cas d'appel à propositions pour lequel la Commission européenne n'est pas l'administration contractante.

²⁰ Telles que définies au point 2.1.2 des lignes directrices

Adresse officielle d'enregistrement²¹	
Pays d'enregistrement²²/Nationalité²³	
Personne de contact	
N° de téléphone: indicatif pays + indicatif ville + numéro	
N° de fax : indicatif pays + indicatif ville + numéro	
Adresse électronique	
Nombre d'employés	
Autres ressources pertinentes	
Historique de la coopération avec le demandeur/codemandeur	

Important: Ce formulaire de demande doit être accompagné d'une déclaration signée et datée par chaque entité affiliée, conformément au modèle fourni.

²¹ Si ce n'est pas dans un des pays mentionnés au point 2.1.1 des lignes directrices, veuillez justifier l'emplacement.

²² Pour les organisations.

²³ Pour les personnes.

Déclaration de l'/des entité(s) affilié(s)

Afin de faciliter le bon déroulement de l'action, la Commission Européenne (l'administration contractante) exige que toutes les entités affiliées reconnaissent les principes définis ci-après.

1. Toutes les entités affiliées doivent avoir lu les lignes directrices à l'attention des demandeurs et le formulaire de demande de subvention et compris leur rôle dans l'action, avant que la demande ne soit soumise à l'administration contractante.
2. Toutes les entités affiliées doivent avoir lu le contrat type de subvention et compris leurs obligations respectives au titre du contrat si une subvention est attribuée. Elles autorisent l'entité à laquelle elles sont affiliées à signer le contrat en leur nom avec l'administration contractante et à les représenter dans toutes relations avec l'administration contractante dans le cadre de la mise en œuvre de l'action.
3. L'entité affiliée doit se concerter régulièrement avec l'entité à laquelle elle est affiliée et la tenir complètement informée du déroulement de l'action.
4. Toutes les entités affiliées doivent recevoir des copies des rapports – narratifs et financiers – présentés à l'administration contractante.
5. Les propositions de changements substantiels apportés à l'action [par ex. en ce qui concerne les activités, l'entité affiliée, etc.] doivent être acceptées par l'entité affiliée avant d'être soumises à l'administration contractante. Si aucun accord ne peut être trouvé, le demandeur doit le signaler lorsqu'il présente des modifications l'administration contractante pour approbation.

J'ai lu et approuvé le contenu de la proposition présentée au l'administration contractante. Je m'engage à satisfaire aux principes de bonne pratique en matière de partenariat.

Nom:	
Organisation:	
Fonction:	
Signature:	
Date et lieu:	

6. ASSOCIE(S) DU DEMANDEUR PARTICIPANT A L'ACTION

Cette section doit être complétée pour chaque organisation associée au sens du point 2.1.2 des lignes directrices à l'intention des demandeurs. Vous devez reproduire ce tableau autant de fois que nécessaire pour ajouter des associés.

	Associé 1
Dénomination juridique complète (raison	

sociale)	
Numéro d'identification²⁴ EuropeAid	
Pays d'enregistrement	
Statut juridique²⁵	
Adresse officielle	
Personne de contact	
N° de téléphone: indicatif pays + indicatif ville + numéro	
N° de fax : indicatif pays + indicatif ville + numéro	
Adresse électronique	
Nombre d'employés	
Autres ressources pertinentes	
Expérience d'actions similaires, en fonction de son rôle dans la mise en œuvre de l'action proposée	
Historique de la coopération avec le demandeur	
Rôle et participation dans la préparation de l'action proposée	
Rôle et participation dans la mise en œuvre de l'action proposée	

²⁴ Ce numéro est alloué aux organisations qui enregistrent leurs données dans PADOR. Pour plus d'informations et pour s'enregistrer, veuillez consulter le site http://ec.europa.eu/europeaid//work/onlineservices/pador/index_fr.htm

²⁵ P.ex. sans but lucratif, organisme gouvernemental ou organisation internationale

ANNEXE 1 – DESCRIPTION DE L’ACTION

A. LISTE DE CONTRÔLE POUR LE FORMULAIRE COMPLET DE DEMANDE

« Environnement et agriculture durable pour la sauvegarde des sites biologiques prioritaires de la République démocratique du Congo » Numéro CRIS : CD/FED/37685

INFORMATIONS ADMINISTRATIVES	À remplir par le demandeur
Nom du demandeur	Virunga Foundation
Numéro d'identification EuropeAid	GB-2008-FXU-3011801189
Nationalité²⁶/Pays et date d'enregistrement²⁷	Britannique
Numéro de fiche d'entité juridique²⁸	6000279558
Statut juridique²⁹	Company Limited by Guarantee, Registered Charity.
Codemandeur³⁰	Nom/numéro d'identification EuropeAid: CD-2016-EQP-2906812541 Nationalité/pays d'enregistrement: République Démocratique du Congo Statut juridique: Entreprise privée à Responsabilité limitée SARL

²⁶ Pour les personnes.

²⁷ Pour les organisations

²⁸ Si le demandeur a déjà signé un contrat avec la Commission européenne.

²⁹ Par exemple association sans but lucratif, entité gouvernementale ou organisation internationale

³⁰ Ajoutez autant de lignes que de codemandeurs

Entité affiliée ³¹	Nom numéro d'identification EuropeAid: Nationalité/pays d'enregistrement: Statut juridique:
--------------------------------------	---

³¹ Ajoutez autant de lignes que d'entités affiliées

ANNEXE 1 – DESCRIPTION DE L’ACTION

AVANT D'ENVOYER VOTRE DEMANDE, VEUILLEZ VÉRIFIER QUE CHACUN DES CRITÈRES SUIVANTS EST ENTIÈREMENT RESPECTÉ ET COCHEZ-LES:	Cochez les points ci-dessous	
Intitulé de la proposition: Projet d'électrification rurale en territoire de LUBERO	Oui	Non
PARTIE 1 (ADMINISTRATIF)	Oui	
1. Le formulaire correct de demande de subvention a été utilisé.	Oui	
2. La déclaration du demandeur chef de file est remplie et signée.	Oui	
3. La proposition est dactylographiée et est en français. Lorsque plus d'une langue est autorisée, la proposition est rédigée dans celle qui est le plus communément utilisée par la population cible dans le pays dans lequel l'action a lieu.	Oui	
4. Un original et 3 copies> sont joints.	Oui	
5. Une version électronique de la proposition est jointe.	Oui	
6. Chaque codemandeur a rempli et signé le mandat, qui est joint. S.O.	Oui	
7. Chaque entité affiliée a rempli et signé une déclaration d'entité affiliée, qui est jointe.	Oui	
8. Le budget est joint, équilibré et présenté dans le format requis et libellé en [EUR]	Oui	
9. Le cadre logique est complété et joint.	Oui	
PARTIE 2 (ÉLIGIBILITÉ)	Oui	
10. L'action sera mise en œuvre dans [un]/[des] [pays] [une région]/[des régions] éligible(s) ou dans le nombre minimum requis de [pays] [régions] éligibles.		
11. La durée de l'action est comprise entre 1 mois et 60 mois (durées minimale et maximale autorisées).	Oui	
12. La contribution de l'UE demandée est comprise entre 10000 00 EUR/autre monnaie et 12 000 000 EUR/autre monnaie > (minimum et maximum autorisés).	Oui	
13. La contribution de l'UE demandée est comprise entre 10 % et 60 % du total des coûts éligibles (pourcentages minimum et maximum autorisés)³².	Oui	
14. Le montant total de financement demandé sur la base des options simplifiées en matière de coûts n'excède pas pour chaque demandeur. S.O.	Oui	
15. La contribution demandée n'a pas été modifiée de plus de 20 % par rapport au montant demandé au stade de la note succincte de présentation.]	Oui	

³² S'il y a lieu, ajouter le pourcentage du total des coûts acceptés.

B. DÉCLARATION DU DEMANDEUR CHEF DE FILE (DEMANDE COMPLÈTE)

Le demandeur chef de file, représenté par le soussigné, signataire autorisé du demandeur chef de file dans le cadre du présent appel à propositions, représentant les éventuels codemandeur(s) et/ou entité(s) affiliée(s) dans l'action proposée, déclare par la présente que

- le demandeur chef de file dispose des sources de financement mentionnées à la section 2 des lignes directrices à l'intention des demandeurs;
- le demandeur chef de file dispose des capacités financières suffisantes pour réaliser l'action proposée ou le programme de travail;
- le demandeur chef de file certifie son statut juridique, celui de ses codemandeur(s) et entité(s) affiliée(s) conformément aux parties 3, 4 et 5 de la présente demande;
- le demandeur chef de file, les codemandeur(s) et les entité(s) affiliée(s) disposent des compétences professionnelles et diplômes requis dans la section 2 des lignes directrices à l'attention des demandeurs..
- le demandeur chef de file s'engage à respecter, d'une part, les obligations prévues dans la déclaration de l'/des entité(s) affiliée(s) du formulaire de demande de subvention et, d'autre part, les principes de bonne pratique en matière de partenariat;
- le demandeur chef de file est directement responsable de la préparation, de la gestion et de la mise en œuvre de l'action, le cas échéant avec le(s) codemandeur(s) et/ou entité(s) affiliée(s), et n'agit pas en qualité d'intermédiaire;
- le demandeur chef de file, le(s) codemandeur(s) et l'/les entité(s) affiliée(s) ne se trouvent dans aucune des situations les excluant de la participation aux marchés énumérées au point 2.3.3 du Guide pratique (disponible à l'adresse Internet suivante: <http://ec.europa.eu/europeaid/prag/document.do>). En outre, le demandeur chef de file et le(s) codemandeur(s) et/ou entité(s) affiliée(s) reconnaissent et acceptent que s'ils participent à cet appel à propositions tout en se trouvant dans l'une de ces situations, ils peuvent être exclus d'autres procédures conformément au point 2.3.4 du Guide pratique;
- le demandeur chef de file et, le cas échéant, chaque codemandeur et entité affiliée peuvent fournir immédiatement, sur demande, les pièces justificatives mentionnées au point 2.4 des lignes directrices à l'intention des demandeurs;
- **le demandeur chef de file et, le cas échéant, chaque codemandeur et entité affiliée sont éligibles conformément aux critères définis aux points 2.1.1 et 2.1.2 des lignes directrices à l'intention des demandeurs;**
- s'il est recommandé pour l'octroi d'une subvention, le demandeur chef de file accepte les conditions contractuelles telles que fixées dans le modèle de contrat de subvention annexé aux lignes directrices à l'intention des demandeurs (annexe G) (ou dans le contrat de subvention EP, selon le cas).

Il s'agit des sources et montants de financement de l'Union obtenus ou demandés pour l'action ou partie de l'action ou pour son fonctionnement pendant le même exercice ainsi que de tout autre financement obtenu ou demandé pour la même action.

Source de financement	Type de financement	Montant	Statut actuel
Fondation Howard G. Buffett	Subvention	6 000 000	Accordé
CDC Group	Prêt remboursable	2 500 000	Accordé
Recettes propres	Fonds propres	203 822,50	A réaliser

Le demandeur chef de file est pleinement conscient de l'obligation d'informer sans délai l'administration contractante auquel cette demande est soumise si la même demande de financement

faite à d'autres services de la Commission européenne ou à des institutions européennes a été acceptée par eux après soumission de cette demande de subvention.

Nous reconnaissons que si nous participons tout en nous trouvant dans l'une des situations prévues au point 2.3.3.1 du Guide pratique ou s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies, nous nous exposons à être exclus de cette procédure et pouvons faire l'objet de sanctions administratives sous forme de l'exclusion et de pénalités financières représentant 2 à 10 % de la valeur totale estimée de la subvention octroyée et que cette information peut être publiée sur le site internet de la Commission, conformément aux conditions énoncées à la section 2.3.4 du Guide pratique. Nous sommes conscients que, pour assurer la protection des intérêts financiers de l'UE, nos données à caractère personnel peuvent être communiquées aux services d'audit interne, au système de détection rapide et d'exclusion, à la Cour des comptes européenne, à l'instance spécialisée en matière d'irrégularités financières ou à l'Office européen de lutte antifraude).

Signée au nom et pour le compte du demandeur chef de file

Nom	Emmanuel de Merode
Signature	
Fonction	Directeur Exécutif
Date	1 juillet 2016

c. GRILLE D'ÉVALUATION POUR LA DEMANDE COMPLÈTE

(RÉSERVÉE À L'USAGE DE L'ADMINISTRATION CONTRACTANTE)

	OUI	NON
Pour les procédures ouvertes: [OUVERTURE ET VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE ET ÉVALUATION DE LA NOTE SUCCINCTE DE PRÉSENTATION]		
1. La date limite de soumission a été respectée.		
2. La demande remplit tous les critères énoncés dans la liste de contrôle figurant à la section 7 de la partie B.		
La conformité administrative a été vérifiée par: Date:		
DÉCISION:		
A. Le comité a décidé d'évaluer la note succincte de présentation, qui a passé avec succès le stade du contrôle administratif.		
B. Le comité a décidé de recommander l'évaluation du formulaire complet de demande.		
La note succincte de présentation a été évaluée par: Date:		
Pour les procédures restreintes: [OUVERTURE ET VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE]		
1. La date limite de soumission a été respectée.		
2. La demande complète remplit tous les critères énoncés dans la liste de contrôle figurant à la section 7 de la partie B.		
DÉCISION:		
Le comité a décidé d'évaluer la demande complète, qui a passé avec succès le stade du contrôle administratif.		
La conformité administrative a été vérifiée par: Date:		
ÉVALUATION DE LA DEMANDE COMPLÈTE		
DÉCISION:		
A. La proposition a été provisoirement sélectionnée en tant qu'une des propositions les mieux notées dans les limites de l'enveloppe financière disponible et le comité a recommandé de vérifier son éligibilité.		
B. La proposition a été inscrite sur la liste de réserve en tant qu'une des propositions les mieux notées et le comité a recommandé de vérifier son éligibilité.		
La proposition a été évaluée par: Date:		
VÉRIFICATION DE L'ÉLIGIBILITÉ		
3. La liste de contrôle pour le formulaire complet de demande (partie 2) a été dûment complétée.		
4. Le demandeur chef de file remplit les critères d'éligibilité visés au point 2.1.1 des lignes directrices.		
5. L'/les éventuel(s) codemandeur(s) rempli(ssen)t les critères d'éligibilité visés au point 2.1.1 des lignes directrices.		
6. L'/les éventuelle(s) entité(s) affiliée(s) rempli(ssen)t les critères d'éligibilité visés au point 2.1.3 des lignes directrices.		
7. Les pièces justificatives énumérées ci-dessous ont été soumises conformément aux lignes directrices (point 2.4).		
a. Les statuts ou articles d'association du demandeur chef de file		
b. Les statuts ou articles d'association des demandeurs et de l'/des entité(s) affiliée(s)		

c. Le rapport d'audit externe du demandeur chef de file (le cas échéant)		
d. Copie des derniers états financiers du demandeur chef de file		
L'éligibilité a été évaluée par: Date:		
<u>DÉCISION:</u> Le comité a vérifié l'éligibilité de la proposition au regard des critères énoncés dans les lignes directrices à l'intention des demandeurs et a sélectionné la proposition pour financement.		